N°3
DÉC.
2010
REVUE THÉORIQUE MENSUELLE DU PCF

P.18 COMBAT D'IDÉES
LA CRISE ET LA FICTION
Par GÉRARD STREIFF

P.30 COMMUNISME EN QUESTION
L'HOMME, ACTEUR LIBRE DE L'HISTOIRE ET INVENTEUR DE LUI-MÊME
Par NICOLAS DUTENT

P.32 SCIENCES
POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE : LES ÉCHELLES CHANGENT LES ENJEUX
Par JEAN-FRANÇOIS DOUSSIN

LA REVUE DU PROJET

▶ P.6 LE DOSSIER

QUELLE ÉCOLE POUR AUJOURD'HUI ET POUR DEMAIN ?

Parti communiste français

FORUM DES LECTEURS

L'équipe de la revue souhaite remercier les contributeurs de cette rubrique fort enrichissante.

Toutes les questions soulevées trouveront réponses dans nos prochains numéros.

Cependant, les avis et critiques qui nous arrivent ne reflètent pas le lectorat de la *Revue du Projet* qui contient certainement un nombre plus important de femmes.

Femmes écrivez ! En vous taisant vous créditez un Projet politique qui n'est pas celui de l'ensemble de la société.

Cette revue est d'abord un outil militant. Elle doit s'améliorer encore, cela dépend de nous tous.

Pour la recevoir par mail écrivez à projet@pcf.fr

Erratum
L'équipe de la rédaction s'excuse auprès de Nicolas Langlois pour un courrier qui apparemment lui a été attribué par erreur dans le dernier numéro.

Socialisme ou COMMUNISME ?

En ce 90è anniversaire de la création du PCF le projet doit être celui du COMMUNISME. Il nous faut approfondir les « formules » suivantes : socialisme égal ÉTAT, le libre développement de chacun condition du libre développement de tous, à chacun selon ses besoins, l'abolition du salariat, l'appropriation sociale des grands moyens de productions et d'échange par les travailleurs associés, le dépérissement de l'ÉTAT, le respect de la planète. ■

Daniel Besse, Vichy

SOMMAIRE

4 FORUM DES LECTEURS/LECTRICES

6▸16 LE DOSSIER
QUELLE ÉCOLE ?

Emilie Lecroq L'école dont l'avenir a besoin
Marine Roussillon L'école pour apprendre quoi ? culture commune et prise de pouvoir par les savoirs
Annick Davisse Filles et garçons à l'école : enjeux politiques et pédagogiques
Stéphane Bonnery Combattre les inégalités sociales de réussite scolaire
Sébastien Laborde Allonger la scolarité : un enjeu de société
Marie-France Vieux-Marcaud Lycée professionnel
Nicolas Bonnet L'ambition d'une culture sportive pour toutes et tous
Christine Passerieux C'est parce qu'elle est indispensable qu'il faut que l'école maternelle existe et se transforme
Régis Regnault Pour un renouveau de l'éducation permanente dans les conditions du XXIe siècle
Jean-François Bolzinger Université et monde du travail : le défi de la professionalisation
Claire Pontais Une formation des enseignants liant connaissances scientifiques professionnelles et recherche
Stéphane Bonnery, Emmanuel Hoffmann, José Tovar Convergences et aspérités du débat à gauche

17 SYNTHESE DOSSIER SÉCURITÉ
par **Ian Brossat**

18 COMBAT D'IDÉES
Gérard Sreiff La crise et la fiction
SONDAGES : Les cantonales, la gauche, la droite

21▸25 NOTES DE SECTEURS
Luc Foulquier La biodiversité : un enjeu de société
Yves Dimicoli Rapport Attali : vive la finance
Jean-François Téaldi Bataille des médias, réflexions et propositions
Yann Lepolotec Une politique de défense pour la paix et la sécurité collective

26 REVUE DES MEDIAS
Alain Vermeersch, Le mouvement social et la lutte des idées

27 CRITIQUES
Coordonnées par **Marine Roussillon**

29 AGENDA - APPEL À COMPÉTENCES

30 COMMUNISME EN QUESTION
Nicolas Dutent L'homme, acteur l bre de l'histoire et « inventeur de lui-même »

32 SCIENCES
Jean-François Doussin Pollution atmosphérique : les échelles changent les enjeux

34 CONTACTS / RESPONSABLES

Patrice Bessac, responsable du Projet

LA POLITIQUE TUE LA POLITIQUE

Eteindre sa radio, se déconnecter d'internet, ne pas lire de journaux, juste prendre le temps de discuter avec sa voisine. La découverte n'en est pas une : la nourriture ordinaire de la politique c'est-à-dire la critique, les tombeaux de petits mots placés contre ses petits camarades, les envolées sur le capitalisme mondialisé... tout cela n'est rien. Sarkozy, Royal, DSK, Besancenot, la gauche, la droite... mais de la France nous ne parlons jamais à la France.

Résumons le problème. Nos concitoyennes et nos concitoyens ont tout compris, mieux que nous, du capitalisme et de Nicolas Sarkozy. Passer deux heures à leur expliquer la vie les ennuie. Le véritable problème est apparemment simple comme de l'eau de roche : ON VEUT DES SOLUTIONS !

ON VEUT DES SOLUTIONS ! DES SOLUTIONS ! DES SOLUTIONS ! Quelle mouche me pique d'abuser ainsi de la répétition et de la majuscule ? Nous le savons déjà me répondrez-vous ! Certes nous le savons, mais nous n'en tirons pas toutes les conséquences. De mes (trop) fréquents déplacements dans les Fédérations, je tire une observation sur les prises de parole : 70% des discours sur la critique, 30% sur la stratégie et le Front de gauche et quasiment 0% sur les SOLUTIONS. Je n'exagère pas, je vous assure.

MAIS AU FAIT, C'EST QUOI UNE SOLUTION ?

Une SOLUTION à mon sens, c'est d'abord le mouvement à partir de l'état des problèmes posés par la société. Deux exemples. Les Françaises et les Français en ont soupé du capitalisme libéral... certes... mais dans le même mouvement, ils ne veulent pas de l'économie administrée... Le problème n'est donc pas d'en faire des tonnes sur la taxation et autres mesures de « combat » nécessaires, le problème est de montrer quelle force efficace peut être substituée aux forces du marché ? Deuxième exemple avec la mondialisation. Elles et ils ont compris que ça n'allait pas. Le problème est peut-on et comment changer dans la mondialisation ?

J'ai quelques idées de réponses. Mais l'essentiel n'est pas là. Le problème est « se faire plaisir » ou « servir le pays ». « Se faire plaisir », ce sont les mouvements de menton dans les meetings. « Servir le pays », c'est accepter de réfléchir et de construire avec lui des réponses d'avenir, c'est comprendre que des millions d'entre-nous se posent les mêmes questions et attendent des réponses sérieuses, pas des réponses pour faire 6% ou 10% mais des réponses pour faire 50%.

Prenons l'exemple de la revendication « nationalisation des banques ». Je fais partie de ceux qui à la direction du parti ont insisté pour ce mot d'ordre clair de combat. Mais une fois les applaudissements de meeting passés sur ce mot d'ordre reste l'essentiel : comment ne pas refaire le crédit Lyonnais ?... c'est-à-dire une nationalisation qui ne change rien à la nature du pouvoir économique... Et là, cela se complique et c'est dans cette complexité qu'est l'essentiel de l'avenir. L'idée de droits nouveaux des salarié-es, des usagers et des élu-es dans la marche de l'économie est en réalité une idée très complexe, très difficile à interpréter dans l'imaginaire traditionnel de la gauche car elle se place sur le terrain d'avenir du combat révolutionnaire, celui d'une nouvelle ère de la démocratie.

Et c'est entrer dans cette complexité qui nous projette dans l'avenir. La simplification à outrance est un leurre.

Un dernier mot. Un certain nombre d'entre vous m'en ont voulu de publier une tribune dans *l'Humanité* sur la légalisation des drogues suite au drame de Marseille. J'ai reçu des encouragements mais également beaucoup d'inquiétudes. Je veux faire trois remarques. La première à celles et ceux qui s'inquiètent d'un « passage en force », qu'ils soient rassurés, ce n'est ni ma culture ni celle du parti d'aujourd'hui. La deuxième à celles et ceux qui me reprochent de ne pas avoir créé un espace collectif et d'avoir agi « sabre au clair ». Je veux leur dire qu'à mes yeux la responsabilité individuelle compte et qu'ainsi chacune et chacun d'entre nous est fondé, s'il le fait avec respect, ce qui est mon cas, à exprimer avec clarté son point de vue sur tous les sujets. Cela participe à mes yeux de notre vivacité. Troisième remarque sur le fond : dans notre pays les lycéens fument deux fois plus de cannabis qu'aux Pays-Bas. De cet argument, on ne peut pas en tirer automatiquement l'idée que la légalisation est la bonne voie, j'en conviens. Cependant, il doit nous faire réfléchir. En effet et paradoxalement un pays de légalisation est un pays où la jeunesse consomme moins qu'un pays de prohibition.

Bref, je ne cherchais pas à convaincre avec cette tribune parue dans *l'Humanité*. Mais à réfléchir à haute voix. Et ma seule certitude est que seul le travail COLLECTIF apporte des SOLUTIONS. Pour les drogues comme pour le Front de gauche. ■

Prochainement paraîtra un Hors-série de *La Revue du Projet* consacré aux « Rencontres pour un projet partagé » qui se sont déroulées les 26, 27 et 28 novembre dernier à Paris.

FORUM DES LECTEURS

Je me permets de vous faire parvenir une petite réflexion qui m'est venue à la lecture du dossier sur les services publics. En espérant ne pas trop abuser de votre temps. Il me semble qu'avant de parler des services publics, il faut poser la question de la nature de la production et donc de celle du travail. De fait, parler des SP « exclut » déjà implicitement toute une partie des productions qui ne sont pas dans les SP. Y aurait-il quelque part une production sociale et une production qui ne le serait pas ? Nous arrivons donc à la question de la nature du travail. Nous sommes tous des handicapés de la société. Notre société est basée exclusivement sur le principe d'exclusion. L'élève doit produire des notes, le salarié des produits, l'handicapé doit faire preuve d'une volonté de produire, le retraité aussi doit faire preuve d'une possibilité de produire. Tous les référents sociaux actuels renvoient à la nécessité imposée aux individus d'être des éléments productifs donc des ressources humaines. Les statuts, au-delà des droits qu'ils procurent aux personnes vues comme des ressources, ne sont qu'une forme plus sociale de l'aliénation et de l'exigence d'avoir rempli un devoir de production pour avoir le droit d'accès à une consommation, à la reconnaissance d'une société du "mérite". Au travers de ce système, sauf pour les grandes richesses de ce monde, le choix de vie se réduit à des plausibilités de consommation, des possibilités d'intégration dans le système. L'exclusion, les inégalités ne sont donc pas des aléas du système mais ce qui dicte sa règle au système, son fondement. ■ **Philippe Misrahi**

Je trouve excellent que les services publics soient abordés comme ils l'ont été. Autant nous maîtrisons assez bien chacun des pans des services, autant il est indispensable d'insister sur les droits nouveaux et les nouveaux services que nous proposons, autant la vue d'ensemble me paraît insuffisante et gagnerait surtout à en préciser les arêtes, l'essentiel, les grands axes de notre réflexion. Pour ma part, la référence à la libération est certes importante, mais nous devons montrer en quoi notre conception est une réponse à la crise systémique pour un changement de société, pour une marche au communisme : il nous faut décliner une conception communiste des biens et services communs dans l'état actuel de notre réflexion collective, il serait peut-être bon de revenir sur ce sujet (mais c'est valable aussi sur d'autres problématiques) en quelques lignes dans plusieurs numéros de la revue pour essayer que de catalogue ce sujet devienne projet. L'effort pour faire tenir en quelques lignes obligerait à aller petit à petit à l'essentiel, à préciser les quelques mesures phares, illustrant notre projet, le synthétisant. ■ **Albert Ancona**

J'ai découvert avec soulagement d'abord et plaisir ensuite les deux premiers numéros de la revue du projet.

Même s'il y a, sans aucun doute, des améliorations à apporter, c'est déjà un outil formidable. Il y a longtemps que je réclame la mise en place par notre parti d'une sorte de bibliothèque thématique numérique qui pourrait servir à nos camarades pour se documenter sur un sujet précis, trouver des synthèses et des arguments lors de la préparation de débats, de réunions ou de tracts. Les deux premiers numéros de la revue du projet me semblent très bien dans ce sens là, de par l'historique et l'analyse documentées des deux sujets abordés. Même si ce n'est pas le but initial, je pense important de continuer dans cette voie pour les prochaines thématiques que vous traiterez. En ce qui concerne le projet, il me semble que de nombreux groupes ou associations progressistes ont déjà fait un travail énorme d'analyse et d'élaboration. Je pense en particulier aux économistes atterrés, au travail sur l'avenir de la recherche scientifique publique et de l'enseignement supérieur, réalisé lors du mouvement contre la loi LRU et les attaques contre le CNRS avec Sauvons la Recherche, à celui sur la sauvegarde de l'hôpital public... Ne serait-il pas possible de se rapprocher de ces organisations ou groupes de réflexion afin de profiter de leur travail? Ce serait, me semble t-il, précisément l'intégration de la société civile dans l'élaboration de notre projet populaire et partagé. En consultant la liste des responsables thématiques du projet, il m'a semblé qu'un thème fondamental avait été laissé de côté, il s'agit de la communication. Bien sûr, cela pourrait être inclus dans la thématique « droit à l'information », mais je pense que la communication mérite une place fondamentale dans notre action et dans notre projet. Tout d'abord en tant que moyen de faire connaître nos idées et nos positions. Il me semble clair qu'en ce qui concerne notre capacité à communiquer, nous sommes actuellement atteints de nanisme et l'évidence que des media au service du capital feront tout pour étouffer notre voix ne nous autorise pas à justifier un attentisme dans ce domaine. Nous devons travailler activement à l'amélioration de notre capacité à nous faire entendre des Français. D'autre part, c'est à la communication en tant qu'outil de la société de consommation, en tant que moyen de conditionnement des enfants dès leur plus jeune âge, en tant qu'outil de déstructuration du "moi", de l'individu, comme l'évoque Bernard Stiegler dans plusieurs de ses ouvrages, qu'il me semble fondamental de réfléchir et de s'attaquer. Les méfaits de la communication marketing sur l'évolution de notre société sont désormais reconnus et documentés et il est indispensable que société de consommation, marketing et télévision fassent l'objet de notre réflexion et intègrent nos projets de transformation. ■

Bruno Pouvelle,
chercheur dans le VAR

FORUM DES LECTEURS

Première chose : la place de l'Histoire. Je comptais déjà m'en ouvrir dans un questionnaire de satisfaction concernant l'Université d'été du Parti mais je crois que cette année, il n'a pas été possible d'en éditer. Je m'inquiète de la régression incroyable de la place de l'Histoire dans la réflexion du Parti : rien à l'université d'été alors même que le P.C.F. compte d'éminents historiens en son sein ; rien dans la Revue du projet alors qu'il aurait été si utile, par exemple, de synthétiser et de donner à voir les débats qui ont agité le Mouvement ouvrier autour de la question de la sécurité ? Deuxième chose : la J.C. Je regrette que la J.C. soit à ce point tenue à l'écart du travail communiste mené dans le travail du projet. Bien sûr, ces deux organisations sont distinctes et autonomes mais leur coopération n'est-elle pas souhaitable ? Est-il nécessaire de citer les status du Parti pourtant univoques sur ce chapitre ? "La participation pleine et autonome de la jeunesse aux processus transformateurs, la rencontre entre les jeunes et le Parti communiste français, sont un enjeu fondamental. Le Mouvement Jeunes Communistes de France est un atout irremplaçable. Le Parti communiste français, ses instances aident à promouvoir son développement et son activité dans le respect de ses décisions et de sa prise d'initiatives. Le Mouvement Jeunes Communistes de France dispose d'une indépendance d'organisation. Il participe pleinement, en partenariat avec le Parti, de l'activité communiste. Cet espace politique, pensé, animé, construit par et pour les jeunes eux-mêmes est un outil contribuant à la mise en mouvement des jeunes pour transformer le monde. Des liens de complicité, d'écoute, d'échange à égalité, de construction politique commune fondent les rapports entre les jeunes communistes, les étudiants communistes et le Parti communiste français." ■

Guillaume Quashie-Vauclin

Je viens de regarder la revue du projet. **Je la trouve épatante.** Comme d'habitude, je n'ai eu le temps que de survoler et de lire quelques passages qui me sensibilisaient. Alors en terme de manque et non de critique, les militants vont rester sur leur... soif concernant l'eau. Je partage l'idée qu'elle doive intégrer le service public sous toutes ses formes, mais il n'y a pas un mot sur les régies publiques et le problème du Sédif. Ce débat doit être tranché car nos copains ne peuvent pas faire longtemps le grand écart. Et puis, second manque, c'est la dialectique privé/public. Quelle place donner au privé dans une société dominée par le public ? Le public nourrit-il aussi l'initiative privée, sortir du champ du profit n'est pas sortir du champ de la valeur. Bien évidemment, il s'agit de la conception d'une société aboutie, pas aujourd'hui, mais puisqu'il s'agit du projet... Sinon, épatant. Comme le bouquin de Pinçon qui n'est pas un charlot. ■ **Philippe Pivion**

Tout d'abord toute mes félicitations pour la revue, c'est un beau travail qui commence. Tout ceci pourdire que le paradigme de la sécurité, soutenu par les possibilités techniques ouvertes par la révolution informationnelle, est fortement soutenu par des intérêts capitalistes à qui il promet de juteux contrats, avec pour conséquence de pousser à la disparition des barrières entre systèmes et services, et en particulier à l'essor de technologies duales civiles et militaires encourageant la militarisation de la sécurité civile. Tout ceci se passe entre experts, lobbyistes et hauts fonctionnaires, loin de tout contrôle démocratique, et n'est certainement pas moins important dans l'évolution sécuritaire de nos sociétés que l'intérêt électoraliste de la droite au pouvoir. Les maigres contre-pouvoirs tels que la CNIL sont complètement asphyxiés par le manque de moyens et les évolutions règlementaires permettant l'implantation des nouveaux systèmes est plus souvent décidée au niveau de l'Union Européenne et de l'OTAN qu'au niveau national. - Sciences/écologie/énergie: faire un article mensuel sur le progrès scientifique est une excellente idée. Je me permet de vous suggérer de traiter à l'occasion de l'hydrogène comme stockage d'énergie, car c'est malheureusement un point qui n'a pas été mensionné dans la note de la commission écologie sur l'énergie dans le premier numéro, alors que c'est une révolution énergétique (et écologique, car une économie de l'hydrogène pourrait en théorie tirer le meilleur parti des énergies renouvelables) qui pourrait - peut-être - advenir si les moyens suffisants étaient investis dans la recherche sur ce sujet. ■

Bon courage pour la suite de vos travaux.

Sébastien Elka

Pages réalisées par **Cécile Jacquet**

L'école

Édito

PAR **EMILIE LECROQ**

L'école est au cœur des entreprises de remodelage en profondeur de la société et... des consciences.

La droite fait trop de dégâts, pour que les communistes se contentent, à ce propos, de la recherche d'un «consensus mou».

Ce mois-ci, le dossier se structure autour de quatre points :
• une culture commune ambitieuse pour tous
• parcours de formation et éducation permanente
• formation des enseignants
• convergences et aspérité du débat à gauche

Il privilégie le développement de propositions alternatives pour remettre l'école à l'endroit et oser également la confrontation à gauche.

L'ÉCOLE DONT L'AVENIR A BESOIN

Les capitalistes ne se contentent pas de démanteler le service public de l'éducation nationale, ils en construisent un autre. Ces logiques poursuivent avant tout un objectif, tracé par la stratégie de Lisbonne. Il s'agit de la reconfiguration du salariat capitaliste. Pour détourner vers la rentabilité financière ce qui se développe dans la société, ils ont mis en œuvre un certain nombre de stratégies cachées, sous couvert de réformes techniques.
Il s'agit ici d'amener une part de la future génération à être plus formé parce que l'économie est davantage structurée par des savoirs complexes, tout en refusant à l'ensemble d'une génération d'être pleinement dans la maîtrise des connaissances. C'est une division sociale du travail à l'échelle de la planète. Pour les employeurs, inutile de dépenser du « superflu », et dangereux ! Ils préfèrent une main-d'œuvre aux compétences individualisées (donc moins reconnues), pour piocher dans une gamme plus riche de personnes en fonction des particularismes des postes de travail.
La maturation récente qui se joue dans les luttes est de nature politique, sur des choix de société, invite à poser clairement projets contre projets, cohérence contre cohérence. Confrontons, pour dégager une majorité d'idées, un projet partagé. Le projet communiste pour l'éducation et la formation est ainsi mis au service des luttes, du débat.
Si bien des aspects ont du être laissés de côté faute de place (ils seront traités dans de prochains numéros de *La lettre du réseau école*) : lycée, enseignement supérieur, laïcité…, ce dossier propose un projet alternatif d'ensemble (plusieurs secteurs de travail du PCF y ont participé). Il articule des chantiers déjà travaillés et des apports nouveaux[1]. ■

* **Emilie Lecroq**, membre du CN du PCF et réseau école du PCF

1) Parmi d'autres contributions, citons le contre-projet de loi au « socle commun » de 2005 http://www.senat.fr/leg/ppl04-276.html ; la brochure, préfacée par M.-G. Buffet, largement diffusée http://www.pcf.fr/spip.php?article747 ; le livre du réseau école *L'école, en quête d'avenir*, coordonné par B. Calabuig et J. Tovar. Plus récemment, voir la série de tribunes parues dans *l'Humanité* http://www.pcf.fr/spip.php?article5023, et différents tracts http://www.pcf.fr/spip.php?mot131

L'ÉCOLE, POUR APPRENDRE QUOI ? CULTURE COMMUNE ET PRISE DE POUVOIR PAR LES SAVOIRS

« L'enseignement doit offrir à tous d'égales possibilités de développement, ouvrir à tous l'accès à la culture, se démocratiser moins par une sélection qui éloigne du peuple les plus doués que par une élévation continue du niveau culturel de l'ensemble de la nation »[1]. L'ambition d'une culture commune est au fondement du projet communiste pour l'école : il s'agit d'assurer un accès égal à un enseignement de qualité, visant l'émancipation individuelle et collective. Cette ambition est plus que jamais d'actualité.

PAR **MARINE ROUSSILLON***

L'AMBITION D'UNE CULTURE COMMUNE : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ.

Les savoirs jouent un rôle de plus en plus important dans notre économie et dans notre démocratie. Nous sommes face à un choix de société : répondrons-nous à ces défis nouveaux par une élévation générale du niveau des savoirs ou par une différenciation accrue dans l'accès aux connaissances ?
Le capital encourage partout dans le monde[2] l'individualisation des parcours et la fragmentation des savoirs. L'objectif est d'adapter les formations aux besoins à court terme du patronat à moindre coût. Cette politique divise les futurs salariés, les

futurs citoyens : ils ne partagent ni diplôme, ni qualification, ni culture. Ils sont isolés sur le marché du travail comme dans la vie démocratique. Sur ce terreau, la droite développe une idéologie à la fois individualiste et identitaire, fondée sur la concurrence et le rejet de l'autre.
À ce projet, nous opposons l'exigence d'une culture commune pour tous, donnant à chacun les moyens d'agir sur le monde. C'est un besoin économique, pour que chaque travailleur maîtrise son métier, son parcours et les choix de son entreprise. C'est une nécessité démocratique, pour former des citoyens capables de se prononcer sur des questions complexes et de construire des choix collectifs. C'est une condition nécessaire de l'émancipation de tous et de chacun. C'est tout simplement une question de justice : la culture est essentielle à l'émancipation, pourquoi serait-elle réservée à quelques uns ? La culture commune, enfin, est un moyen indispensable pour développer une société de la coopération, où les repères communs construisent de l'appartenance collective.

QUELLE CULTURE COMMUNE ?

Le débat sur les contenus de la culture commune est trop souvent prisonnier d'une opposition stérile entre « culture bourgeoise » et « culture populaire ». Faut-il priver les enfants des classes populaires de Racine ou de Mozart, sous prétexte que les bourgeois se les sont appropriés ? Notre ambition est celle d'une culture de qualité pour tous, sans aucun interdit social.
L'essentiel est de construire et de transmettre non seulement des savoirs et des compétences, mais des cultures : des ensembles cohérents sur lesquels il est possible et nécessaire de porter un regard critique. L'élève ne doit pas seulement mémoriser des faits ou des règles, mais comprendre comment ces connaissances ont été construites pour devenir capable de les utiliser dans une réflexion personnelle[3]. Cela implique de ne pas fragmenter les savoirs, même et surtout pour les élèves en difficulté : cela reviendrait à priver ces élèves, souvent issus des classes populaires, de la possibilité de construire leur propre pensée.
Il faut en finir avec les distinctions fausses entre des disciplines où primerait une réflexion théorique et où la pratique ne serait que secondaire et d'autres, purement pratiques et sans réflexion[4]. L'école doit favoriser le retour réflexif sur les pratiques qu'elle demande aux élèves de mettre en œuvre, aussi bien en sport ou en arts plastiques qu'en mathématiques ou en histoire.

COMMENT CONSTRUIRE DU COMMUN ?

Pour transmettre des savoirs plus complexes à plus d'élèves, il est nécessaire d'améliorer les condtitions d'enseignement, d'allonger la durée de la scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans avec un programme unique jusqu'à la fin du collège, ce qui implique une relance du collège unique[5]. Après, la diversité des filières peut être un atout pour la démocratisation, à condition de reconstruire des filières professionnelles ambitieuses, transmettant une véritable culture professionnelle et technique et non des compétences fragmentées. Dans ce projet, nous affirmons le rôle essentiel de la formation des enseignants, pédagogique et disciplinaire, en lien avec la recherche pédagogique, avec du temps pour que les enseignants échangent sur leurs pratiques. ■

* **Marine Roussillon**, doctorante en Lettres et réseau école du PCF

1) Introduction du plan Langevin-Wallon. : http://institut.fsu.fr/kiosque/textes_publies/projet_langevin_wallon.htm Voir P. Boutan et E. Sorel, *Le plan Langevin-Wallon. Une utopie vivante*, Paris, PUF, 1998 ; L. Gutierrez et C. Kounelis (dir.), *Paul Langevin et la réforme de l'enseignement*, Presses universitaires de Grenoble, 2010.
2) *Standards, compétences de base et socle commun*, dossier de l'INRP, décembre 2005. http://www inrp.fr/vst/Dossiers/Standards/sommaire htm
Conférence vidéo de Romuald Normand : http://www.gabrielperi.fr/Repenser-l-arithmetique-des
3) S. Bonnéry, *L'école : pour accroître le pouvoir de penser*, Revue du projet, 2, novembre 2010 http://www.pcf.fr/spip.php?article5177
4) Le débat biaisé sur les « rythmes scolaires » réduit ainsi le sport à une « activité » et l'oppose à d'autres disciplines. Voir l'interview de J.-Y. Rochex dans l'Humanité du 15 septembre 2010 : Rochex dans *l'Humanité* du 15 septembre 2010 : http://www.humanite.fr/node/453530
5) Ce devrait être l'un des enjeux de la campagne des cantonales. Voir la *Lettre du réseau école*, 40, octobre 2010.

DROITS DES LYCÉENS

Pour que le lycée soit un lieu d'émancipation, qui forme les futurs citoyens et travailleurs et leur donne les moyens de maîtriser leur vie comme les choix de la collectivité, il faut faire respecter les droits des lycéens à se syndiquer, à manifester, à organiser des débats, etc. L'accès à une formation de qualité avec un haut niveau d'ambition pour tous est aussi une condition essentielle. C'est également le droit d'étudier dans de bonnes conditions qu'il faut conquérir. 35 par classes, des préfa qui tiennent lieu de classes, l'obligation de trouver un boulot pour aider sa famille .... C'est le lot de plus en plus de lycéens. La réussite dans ces conditions devient une lointaine perspective. Nous voulons une allocation d'étude, des établissements à taille humaine avec des profs formés et en nombre suffisant. Le droit de choisir son parcours de vie est, quant à lui, régulièrement bafoué : trop souvent, les contraintes financières et le manque de places imposent une orientation. À l'opposé de la politique actuelle, nous voulons une carte des formations ambitieuse répondant aux besoins de la société.

FILLES ET GARÇONS À L'ÉCOLE : ENJEUX POLITIQUES ET PÉDAGOGIQUES

La mixité scolaire est un choix politique pour construire du commun chez les futurs adultes. C'est un révélateur pédagogique pour lutter contre l'échec des garçons et des filles, différent selon les disciplines.

PAR **ANNICK DAVISSE***

UNE VRAIE QUESTION MAL POSÉE

Pour la droite, s'attaquer à la mixité scolaire est un prétexte pour stigmatiser les garçons des quartiers populaires, « coupables idéaux » des maux scolaires, et une part de la société française privilégie l'entre-soi, de même milieu, de même sexe. La question de la mixité filles-garçons est proche de celle de la carte scolaire : sa remise en question masque le vrai enjeu, celui des conditions pour réussir une vraie scolarisation commune dans les quartiers populaires. Faire expérimenter les différences et la construction du commun par l'« apprendre ensemble » est un défi politique majeur.

Depuis 30 ans, on a surtout mis l'accent sur l'orientation des filles : après le bac, elles sont « orientées » dans des secteurs moins porteurs que les garçons, à catégorie sociale équivalente[1]. Mais un train peut en cacher un autre : 69,6% des filles ont le bac contre 58,4% des garçons[2] , en Seine-Saint-Denis, autour de 45% d'entre eux. Cet échec scolaire massif au « masculin-populaire » accroît les risques d'un chômage qui touche 40% des hommes de 18-24 ans dans les « zones urbaines sensibles » !

Posons la question de l'école « pour tous : à quelles conditions ? ». La mixité nous aide en cela si l'on a les yeux ouverts sur les différences[3] : démocratiser, ce n'est pas permettre juste l'accès de publics nouveaux à des niveaux de scolarisation, mais assurer l'appropriation d'une culture commune.

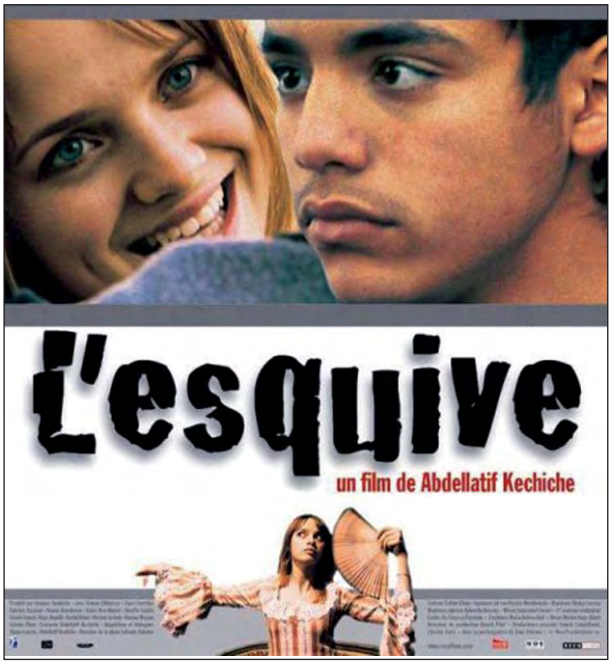
Apprendre ensemble est le défi d'actualité, et comme pour le collège unique, il faut le défendre en disant que cela suppose des moyens, des compétences spécifiques pour les enseignants. Le gouvernement prend le chemin inverse !

NE PAS SÉPARER LES SEXES. TRANSFORMER L'ÉCOLE POUR UNE CULTURE COMMUNE

Une séparation des sexes dans les cours à l'école ne résout rien, pas même en EPS. Bien sûr, les sports hors de l'école ont un marquage sexué, et leur histoire est construite par les hommes. Mais en EPS, la pratique scolaire des activités sportives appelle, pour ces raisons culturelles, un traitement des contenus. C'est vrai qu'il peut exister une mixité formelle, laissant de fait les garçons et les filles développer une activité différente[4]… Mais on a pu observer des séquences de rugby mixte en collège, à la Courneuve par exemple, qui se passaient très bien. Pour une vraie mixité, il faut se demander à quelles conditions didactiques toutes les filles peuvent rentrer vraiment dans la pratique des sports d'opposition, et comment tous les garçons peuvent danser. Cette mixité demande beaucoup de compétences aux enseignants. D'où nos exigences de relancer leur formation, en dégageant du temps pour une réflexion collective sur les pratiques.

On s'est beaucoup attaché aux écarts selon le sexe en maths et en sciences, mais le différentiel est bien plus important en français : 6 points d'écart en CM2 au détriment des garçons et il s'accroît au collège. Cette difficulté des garçons (plus prononcée mais pas exclusivement dans les milieux populaires) à entrer dans les activités langagières pose des questions sur la didactique et les contenus d'enseignements. Dans *l'Esquive*[5], la pratique de la prof est remarquable : les élèves entrent en littérature avec une pièce de Marivaux, jouée en mixité, qui de plus traite de l'amour. C'est une bonne façon, à l'école, de lutter contre l'intrusion du porno dans l'imaginaire adolescent.

Le double objectif du « pour tous » et « ensemble » appelle à poser plus clairement la question du « vers quoi et comment ? ». Voila le travail qui devrait guider un politique de démocratisation conduite par l'institution, en ne laissant pas les profs se débrouiller seuls. ■



* **Annick Davisse**, est enseignante d'EPS et IPR retraitée

1) Chiffres de 2009. DEPP/MEN, *Repères et références statistiques sur les enseignements, la formation et la recherche*, p.175. http://media.education.gouv.fr/file/2010/01/6/chap6.6_152016.pdf
2) Idem, p.235. http://media.education.gouv.fr/file/2009/84/7/chap8-9_73847.pdf
3) Pour en savoir plus, voir les écrits d'A. Davisse :
• *Elles papotent, ils gigotent. L'indésirable différence des sexes*, VEI-Enjeux n°116, 1999. http://www2.cndp.fr/revueVEI/davisse116 htm
• « Filles et garçons en EPS: différents et ensemble ? », *Revue française de pédagogie*, n° 171 / 2010
• avec C. Louveau, *Sports, école, société : la différence des sexes*. éd. l'Harmattan, 1998
4) S. Faure & M.-C. Garcia, « Les braconnages de la danse hip hop dans les quartiers populaires », *VEI-Enjeux* n°133, 2003. http://www2.cndp.fr/revueVEI/133/24425711.pdf
5) Film d'Abdellatif Kechiche, 2002.

COMBATTRE LES INÉGALITÉS SOCIALES DE RÉUSSITE SCOLAIRE

L'égalité est au cœur du projet communiste. Elle est d'actualité pour préparer toute une génération à s'approprier à la fois les savoirs et l'esprit critique[1]. C'est un défi pour la crédibilité d'une alternative : la droite avance son projet inégalitaire en faisant du constat sur l'échec scolaire une fatalité.

PAR **STÉPHANE BONNÉRY***

Plusieurs chantiers sont à conduire de front pour relever le défi de l'égalité. Les étapes précédentes de démocratisation scolaire n'ont pas servi à rien : le niveau de connaissance global de la population s'est élevé. Mais encore insuffisamment pour ce que sera la société de demain. Et les écarts d'appropriation, donc de trajectoires scolaires, se sont maintenus entre classes sociales.

FACE AUX URGENCES

Une part d'élèves, à force d'incompréhensions, évite les situations d'apprentissages, se braque. Tant que l'école ne sera pas dotée des conditions qui permettent d'éviter ces situations, il faudra insister sur la remédiation. Aussi, il faut recréer les postes de Réseaux d'Aides Spécialisés pour les Élèves en Difficulté, et les conditions d'accueil pour les collégiens et lycéens qui décrochent de l'activité intellectuelle et des relations pédagogiques.

Tous ces dispositifs ne doivent pas être une boîte où l'on range les difficultés du système scolaire : les structures et pédagogies du « détour » doivent avoir l'objectif, les moyens et les outils de réellement viser le « retour » vers une scolarité normale.

Le traitement de la difficulté scolaire doit se faire dans l'école au lieu de l'externaliser et le marchandiser : la plupart des élèves n'ont pas des difficultés pathologiques, simplement des difficultés, normales face à des savoirs difficiles, que les conditions pédagogiques n'ont pas permis de surmonter.

Pour les communistes, le cas de ces élèves ne relève pas de la fatalité. Ils n'étaient pas voués à échouer[2], tous les élèves sont capables d'apprendre la même culture commune dans des conditions pédagogiques qui restent à créer[3].

DÉFINIR POLITIQUEMENT LE MODÈLE D'ÉLÈVE QUI DOIT PILOTER L'ÉCOLE

Il faut en finir avec l'idée (structurante des programmes et de bien des outils pédagogiques à disposition des enseignants) que l'élève normal serait celui qui vient à l'école déjà dans la connivence avec ce qu'on va lui enseigner. Dès le plus jeune âge, l'école doit se faire à l'école, et ne pas supposer que la famille enseigne des pré-requis scolaires[4]. **Retravaillons les programmes en prenant pour modèle l'enfant qui n'a que l'école pour acquérir les savoirs et les modes de pensée scolaires**. Ainsi, les familles populaires, majoritaires[5], ne seront plus pénalisées par un système qui leur reproche de ne pas avoir à la maison une éducation scolaire. Et les familles qui ont fait des études longues, verront enfin l'espace familial consacré à autre chose qu'à sur-intensifier la préparation à la scolarité.

Cela implique d'évaluer seulement ce qui a été clairement enseigné. L'évaluation doit cesser d'être une compétition et un verdict final, elle doit juste signifier le degré de compréhension pour retravailler.

DES CONDITIONS D'ENSEIGNEMENT ET D'ÉTUDES POUR L'ÉGALITÉ

L'éducation prioritaire doit cesser d'être une « charité » concédée a minima. Dans les établissements populaires, on ne doit pas faire une autre école : il faut mettre le paquet pour faire la même école qu'ailleurs. Pourquoi les établissements des quartiers chics auraient des projets centrés sur l'ouverture culturelle, la concertation, tandis que les établissements populaires seraient bunkerisés et avec des objectifs moindres ?[6]

La carte scolaire repensée, dans des établissements aux exigences égales avec des populations mélangées, découle de choix à articuler à des politiques égalitaires d'aménagement du territoire. L'égalité entre établissements est au centre des élections cantonales[7]. Les candidats communistes refusent de se substituer à l'Etat pour financer des établissements « autonomes » (sans financements nationaux, en concurrence) et pour embaucher les enseignants à la place de l'Etat. C'est aussi une pression qui s'exerce, au-delà des départements, sur les autres collectivités territoriales, dont le rôle est ailleurs : dans les infrastructures (scolaire, sport, culture) permettant à l'école de remplir sa propre mission.

Le nombre d'élèves par enseignant n'est pas négligeable. Mécaniquement, un plus grand nombre entraîne davantage de corrections, donc une diminution du nombre de travaux demandés à chaque élève... donc une prise en charge moindre par l'école de l'appropriation des savoirs, renvoyant l'élève vers ses dispositions familiales. L'embauche massive de fonctionnaires d'Etat (pour récupérer tous les postes et faire mieux qu'avant la suppression) est une condition de l'égalité entre établissements.

Le temps est important. Le gouvernement accroît les inégalités en supprimant la maternelle, les samedis matins en élémentaire, et bientôt les après-midis au nom des « rythmes » (pour en fait décharger l'éducation nationale de cette responsabilité, et la confier à des personnels des collectivités locales, au privé, aux familles). **Il faut augmenter le temps scolaire de chaque année et sur la durée d'une vie, pour développer chez les enfants les capacités d'attention nécessaires aux études longues.**

Une politique de lutte contre les inégalités passe par des choix : redynamisation de la formation des enseignants, des moyens pour la recherche en éducation, le débat pédagogique (donc les associations), le temps libéré des enseignants pour la réflexion sur les pratiques de démocratisation. ■

* **Stéphane Bonnery** est enseignant chercheur en sciences de l'éducation. Responsable national du PCF.

1) Aspect développé dans le n°2 « services publics », *Revue du Projet* : http://www.pcf.fr/spip.php?rubrique344
2) Aspect développé dans le n°1 « sécurité », *Revue du Projet* : http://www.pcf.fr/spip.php?rubrique344
3) Voir le dernier article du dossier « convergences et aspérités du débat à gauche ».
4) S. Bonnéry, *Comprendre l'échec scolaire, La Dispute,* 2007
5) 55% des collégiens ont le « chef de famille » ouvrier, employé, agriculteur ou sans activité (DEPP, *Repères et références statistiques,* 2009) : http://media.education.gouv.fr/file/2009/87/5/chap4-3_117875.pdf
6) Sur l'erreur de la « sanctuarisation », voir *Revue du Projet* n°1 : http://www.pcf.fr/spip.php?rubrique344
7) Pour les détails, voir : http://www.pcf.fr/spip.php?article5158

ALLONGER LA SCOLARITÉ : UN ENJEU DE SOCIÉTÉ

99% des enfants de 3 à 6 ans et 90 % des jeunes de 17 ans sont scolarisés. Ces chiffres à la fois relativisent et rendent possible la scolarité obligatoire de 3 à 18 ans. Quel est l'objectif d'une telle proposition quand dans les faits, la plupart des enfants sont scolarisés ?

PAR **SÉBASTIEN LABORDE***

SUITE DE > LA PAGE 9

La révolution technologique et informationnelle, la complexification des enjeux de société, environnementaux, le rapport à la science, aux savoirs, induisent une complexification des savoirs auxquels est confronté le citoyen et le travailleur dans sa vie quotidienne. L'élévation du niveau de connaissance dans tous les domaines est un enjeu de civilisation.

Que 10 % des jeunes de 16 ans ne soient plus scolarisés, que 15 % d'entre eux sortent sans diplôme du système scolaire est inadmissible. La scolarité obligatoire impose donc à la société une aspiration profonde à la réussite scolaire des familles pour leurs enfants.

La scolarité obligatoire doit en effet se penser comme un nouveau droit universel. Il ne s'agit pas de conserver le système scolaire existant en rallongeant pour tous le temps de la scolarité. Cet élément central d'une nouvelle phase de démocratisation scolaire s'inscrit dans un projet pour une culture commune ambitieuse pour tous et donc une véritable lutte par l'institution scolaire contre la difficulté scolaire. Chaque degré du système doit mieux préparer à poursuivre les études et à développer à chaque âge l'enfant par le savoir.

MATERNELLE : DROIT À 2 ANS, OBLIGATOIRE DÈS 3 ANS

La maternelle prépare l'enfant à la scolarité au primaire, socialise, éveille, développe des compétences « attentionnelles », langagières, motrices, sensorielles qui favorisent les futures acquisitions scolaires. Cette école bénéficie d'abord aux catégories populaires pour qui elle est le seul lieu d'acquisition des savoirs savants et des formes de raisonnements qui les accompagnent. Rendue obligatoire, la question de l'implantation sur l'ensemble du territoire, l'accessibilité à tous, près du lieu d'habitation, les conditions d'accueil se posent non plus comme des simples revendications mais des droits. La scolarisation à 2 ans doit devenir un droit effectif, pour chaque famille qui le souhaite.

RELANCER LA SCOLARITÉ UNIQUE

L'école élémentaire et le collège sont les moments de la vie pour l'acquisition d'une culture commune bénéficiant des acquis du passé et en phase avec l'avenir, l'apprentissage de l'autonomie, par la lecture, l'apprentissage de ce que nous sommes, du monde dans lequel nous vivons, du rapport au réel, à la vérité. Cette ambition pour une nouvelle scolarité unique exige de s'attaquer vraiment à la difficulté scolaire.

Or, la droite et une partie de la gauche ont tiré un trait sur la même école pour tous. La casse du programme obligatoire (le strict socle commun pour les uns et le reste pour seulement les meilleurs) font du collège une gare de triage : classes de niveau, établissements plus ou moins dotés en fonction des résultats et des publics. Jouant des difficultés du système scolaire à enrayer l'échec scolaire, l'idée inégalitaire avance : après 16 ans, à quoi bon ?

Au contraire, l'allongement de la scolarité obligatoire permet de repenser l'organisation de l'enseignement secondaire dans sa globalité (collège-lycée) pour conduire chaque élève à un diplôme le plus élevé possible. Le collège doit préparer tous les élèves à poursuivre, avec un réel niveau d'acquisition. C'est la seule façon pour que l'orientation vers les filières courtes, professionnelles, ne soit pas « par défaut » mais par choix.

SCOLARITÉ OBLIGATOIRE JUSQU'À 18 ANS POUR OUVRIR DES POSSIBLES

Rendre obligatoire la scolarité de 16 à 18 ans doit conduire à l'égalité d'offre de formation sur le territoire. Et à repenser complètement l'enseignement en lycée avec dans toutes les filières (lycées techniques, professionnels, généraux, agricoles) des programmes permettant à la fois la spécialisation et l'établissement d'une culture commune ambitieuse.

Dans chaque filière, les parcours doivent être unifiés, avec peu d'options, pour que le élèves obtiennent le même bac, reconnu également, et préparant à égalité l'accès massifié dans de bonnes conditions à l'enseignement supérieur, avec un réel choix des filières de poursuite d'études.

La scolarité obligatoire s'inscrit donc dans un projet d'ensemble que nous nommons, nouvelle phase de démocratisation scolaire. Elle est décisive pour développer des droits aux savoirs, à la formation, l'accès au diplôme pour chaque jeune en tant que futur citoyen et futur travailleur. ■

* **Sébastien Laborde**, est enseignant en SEGPA et réseau école du PCF

18 ANS, 60 ANS : ÉTAPES SYMBOLIQUES DE NOUVELLES VIES

Aux trois grandes périodes de la vie s'associent des activités principales : la scolarité pour permettre le développement de l'enfant puis du jeune et le préparer à s'approprier le monde ; l'éducation permanente et l'emploi pour le travailleur et le citoyen adulte ; la retraite pour profiter de la vie.

L'âge de 18 ans, symbolique de l'accès à la citoyenneté, pourrait mieux marquer une étape. Avant, le droit à l'éducation nationale obligatoire, réellement gratuite et laïque, dès la maternelle jusqu'à la majorité. Après, en ayant droit à une allocation d'autonomie puis à un salaire reconnaissant les qualifications, permettant de cotiser dès 18 ans à la retraite, fût-ce à l'euro trimestriel symbolique, pour débuter les comptes des annuités. Voilà notamment de quoi financer une retraite à taux plein à 60 ans (avec d'autres financements de la retraite : prélèvements sur les profits, accroissement permanent de la productivité, priorité à l'emploi...), en augmentant le nombre de cotisants quand les générations de jeunes qui arriveront d'ici 8 ans à la majorité puis à l'emploi seront plus nombreuses du fait de la natalité.

LYCÉE PROFESSIONNEL

Résister à la marchandisation de la formation professionnelle et développer une formation continue publique indépendante de la formation initiale.

PAR **MARIE-FRANCE VIEUX-MARCAUD***

D'autres articles l'abordent[1], la formation professionnelle est l'objet d'enjeux importants (directives européennes…) et de contradictions qui pèsent aussi sur le lycée professionnel (LP) : nécessité pour le système libéral toujours à la recherche de profits, d'un contingent de travailleurs dociles ayant un minimum de culture générale, avec une formation spécifique, adaptée au poste proposé (augmentation des emplois nécessitant des formations élevées), qu'il sous-paye en dévalorisant les qualifications ; la marchandisation de la formation est engagée.

L'existence du LP est menacée, alors qu'après la 3e, 30% des jeunes vont en enseignement pro. Pour des raisons d'économies (locaux, équipements, profs) le gouvernement pousse à ce que les LP accueillent voie scolaire, apprentissage et formation continue pour adultes. Cette « mutualisation » brouille les missions : confusion entre formation initiale et continue, financement par l'argent public autre que l'éducation nationale (transfert aux régions et métropoles) de formations contrôlées par les patrons. Alors que l'apprentissage tant vanté par le gouvernement (contre la voie scolaire du LP) produit 50% d'échec dans les formations !

Les menaces viennent aussi des multiples réformes : des lycées (options facultatives, autonomie, recrutement des enseignants par le chef d'établissement) ; de la formation professionnelle (Bac Pro 3 ans, contrôle continu…) ; des collectivités territoriales (métropoles « compétentes » en formation).

Parmi les priorités : Résister aux réformes et aux suppressions de postes Faire avancer le projet, en re-nationalisant l'Education, pour une formation initiale publique de haut niveau pour tous, articulée mais pas confondue avec la formation continue qui doit être développée dans un service public national de la formation spécifique

Le Plan Régional Des Formations Professionnelles : en faire une vraie réflexion concertée dans l'intérêt des jeunes et des territoires. ■

* **Marie France Vieux Marcaud**, élue et réseau école du PCF

1) Sur la formation continue, voir les articles de R. Regnault et J. F. Bolzinger.

L'AMBITION D'UNE CULTURE SPORTIVE POUR TOUTES ET TOUS

L'éducation physique et sportive (EPS) est un processus d'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires à l'être humain. L'enjeu est l'appropriation de son corps, de son espace, du mouvement dans son environnement et des techniques appropriées.

PAR **NICOLAS BONNET***

Dans un contexte général de réduction de l'intervention publique, au lendemain du rassemblement des professeurs d'éducation physique et sportive (EPS) et de l'appel lancé à cette occasion, notre projet politique doit porter l'ambition d'une culture sportive pour toutes et tous[1].

Si l'opinion publique soutient le sport à l'école, les conditions de son enseignement se dégradent : non remplacement des départs en retraite, manque de matériel, équipements inadaptés et éloignés, appauvrissement des contenus et des formations. La démocratisation de l'EPS s'est toujours jouée sur deux plans : les moyens humains, matériels et les contenus. Lors de la journée d'étude du PCF, Serge Chabrol disait « il y a plusieurs façons de réduire la place de l'EPS : réduire les horaires, la supprimer, ou transformer ses contenus. Actuellement, on est confronté à une transformation des contenus »[2].

L'ambition d'une culture sportive pour toutes et tous repose sur un enseignement de qualité, ne se réduisant pas à l'animation sans contenu, ni à une EPS hygiéniste ayant comme unique visée la santé ou un discours moral centré sur les valeurs. L'EPS est un processus d'acquisition de connaissances et de compétences nécessaires à l'être humain. L'enjeu est l'appropriation de son corps, de son espace, du mouvement dans son environnement et des techniques apprpriées. L'apprentissage en EPS a pour originalité un "je" collectif plus qu'un "je" isolé. La réussite est conditionnée aux autres dans l'interaction, dans le jeu et dans l'affrontement. Cette dialectique met le sujet en situation d'invention culturelle et d'appropriation populaire. Notre ambition est une école construisant l'émancipation. Notre projet veut répondre à la question fondamentale des conditions de l'appropriation pour tous. Autrement dit assurer les conditions matérielles et les formes d'organisation qui répondent aux nouveaux besoins. Cinq heures d"EPS hebdomadaires et un plan national d'équipements sportifs adaptés sont des exigences à atteindre.

La démocratisation de l'EPS ne pourra se poursuivre qu'avec l'appui d'un mouvement social et d'un projet politique global. Au-delà de la résistance, des alliances doivent être passées avec le mouvement sportif, les étudiants, les collectivités territoriales, les parents d'élèves et autres acteurs locaux autour d'un projet partagé pour défendre une culture sportive pour tous. ■

* **Nicolas Bonnet** est responsable de la commission sport du PCF

1) Les Epsiliades ont rassemblé prés de 1900 professeurs d'EPS du 12 au 14 novembre à Paris. Ce rassemblement a été l'occasion de lancer un appel « pour l'EPS et le sport éducatif pour tous », signé par plusieurs personnalités et responsables politiques dont Pierre Laurent pour le PCF.

2) Propos de Serge Chabrol, secrétaire Général du SNEP FSU lors de la journée d'étude de la commission sport du PCF *Sport Business ou sport émancipation, quel sport voulons nous ?* à Malakoff, le 18 septembre 2010.

C'EST PARCE QU'ELLE EST INDISPENSABLE QU'IL FAUT QUE L'ÉCOLE MATERNELLE EXISTE ET SE TRANSFORME

Si la fonction de garde de l'école maternelle reste économiquement importante (elle permet à de nombreuses femmes d'accéder à un emploi), elle joue un rôle encore plus fondamental du point de vue de l'avenir des individus autant que de la société.

PAR **CHRISTINE PASSERIEUX***

En effet l'entrée à l'école maternelle marque une séparation d'avec le milieu familial, une séparation qui affecte l'individu dans sa globalité pour l'embarquer dans de nouvelles aventures. Or ce voyage qu'elle promet ne se passe pas pour tous de la même manière car certains y sont plus préparés que d'autres par leur histoire familiale. Et les travaux convergent pour montrer que l'école maternelle ne profite pas à tous de la même manière.

APPRENDRE L'ÉCOLE

C'est pourquoi, si la fonction de l'école maternelle est de provoquer la rencontre avec de nouveaux objets culturels sa mission est prioritairement de travailler les modalités de cette rencontre avec tous les enfants, et plus particulièrement avec les enfants issus des classes populaires en leur donnant les outils cognitifs, culturels, organisationnels, méthodologiques qui leur permettront d'entrer progressivement dans la culture scolaire, pour poursuivre leurs études mais aussi parce que s'y construit une conception du monde qui vise à le rendre intelligible. Ces élèves ont une double tâche : apprendre à l'école et apprendre l'école[1] c'est-à-dire s'approprier des modes de faire, de dire nécessaires à l'entrée dans les apprentissages ; découvrir des préoccupations, des intérêts jusqu'alors inconnus.

LES APPRENTISSAGES

La socialisation scolaire n'est donc pas un préalable aux apprentissages mais se fait dans et par ces apprentissages. Il y a urgence, dans un contexte d'aggravation des inégalités, à poursuivre une réflexion exigeante tant sur les objets de savoirs à transmettre aux élèves, en fonction de leur âge mais aussi en fonction de ce qui est requis pour faire des études, que sur les modalités de transmission de ces savoirs. Tout est objet d'apprentissage à l'école maternelle : se poser pour réfléchir, se doter des outils nécessaires pour agir, anticiper les procédures pour répondre à une consigne, finir ce qui est commencé, travailler avec d'autres ; mettre à distance l'expérience première pour la comprendre, l'analyser, et entrer progressivement dans l'abstraction et la conceptualisation. Ainsi le chat n'est plus seulement celui de la grand-mère mais un mammifère, c'est-à-dire un objet sur lequel ils ont à se questionner pour apprendre ; faire l'expérience que le langage ne sert pas seulement à se raconter mais aussi à comparer, expliquer, questionner, décrire, argumenter ... c'est-à-dire à penser.

L'école maternelle n'a pas pour mission, ni de soigner ni d'assister ou de remédier mais d'enseigner c'est-à-dire de donner à tous ce qui est requis de chacun en rendant lisible les enjeux cognitifs des apprentissages et les modalités du travail intellectuel. D'autant plus que cela concerne plus de 50% des enfants de 2 ans ½ ou 3 ans qui n'arrivent pas à l'école constitués en élèves. Surévaluer ou sous évaluer les différences ne peut produire qu'un creusement des écarts.

LA DÉFENSE DE L'ÉCOLE MATERNELLE

La défense de l'école maternelle est un impératif démocratique à la condition que la réflexion se poursuive de sa nécessaire transformation. Et c'est avec l'ensemble des acteurs de l'école que cette réflexion doit être menée sur les conditions de la réussite de tous, une réussite effective, où apprendre se conjugue avec comprendre, dans un projet ambitieux où l'école maternelle ne serait ni garderie même améliorée, ni préparation étroite au CP mais bien un lieu d'acculturation, de prise de pouvoir sur soi et son univers par l'entrée dans les savoirs. ■

* **Christine Passerieux,** militante pédagogique

1) E. Bautier, Apprendre à l'école, apprendre l'école, Chronique Sociale, 2006 - E. Bautier, Ch. Joigneaux & Ch. Passerieux : La maternelle, dernier soupir ou nouveau souffle ? http://www.gabrielperi.fr/La-maternelle-dernier-soupir-ou

NATALITÉ : LES EFFECTIFS D'ÉLÈVES ET D'ENSEIGNANTS

Ceux qui partent en retraite aujourd'hui sont nés pendant le « baby-boom » d'après-guerre : plus de 800 000 naissances par an, avant guerre, on était entre 600 000 et 700 000 naissances annuelles[1].

Le nombre de naissances est resté supérieur à 800 000 par an jusqu'en 1974. Puis, il était tombé à 700 000 au début des années 1990 et a atteint 774 800 nouveaux nés à partir de 2000, hausse qui s'est confirmée les années suivantes : on a commencé à parler de « baby-boom de l'an 2000 ».

Le ministère de l'éducation nationale le reconnait lui-même, le nombre de naissances a même atteint en 2006 un niveau record, le plus élevé depuis vingt-cinq ans, de 830 000 naissances enregistrées. »[2] Et tout montre que la tendance va se poursuivre.

L'accueil des enfants nés au début des années 2000 s'est fait avec un sous-effectif enseignant en maternelle, puis, quand ils sont rentrés en élémentaire, en supprimant encore des postes en maternelle pour compenser en élémentaire. L'an prochain, ces enfants du début des années 2000 vont entrer au collège : face à quels profs, vu les suppressions de postes ?

Et la grande vague des nouveaux nés de 2008 et 2009 va avoir face à elle quels enseignants ? L'embauche d'enseignants fonctionnaires d'état formés est indispensable pour une école d'avenir, un service public d'Etat est nécessaire pour anticiper ces vagues importantes sur tout el territoire dans des conditions d'égalité.

1) Chiffres INSEE : http://www.insee.fr/fr/themes/tableau.asp?reg_id=0&ref_id=NATTEF02218

2) *DEPP / MEN, Note d'information* 10-14, « Prévisions nationales d'effectifs d'élèves des premier et second degrés pour les rentrées 2010 et 2011 » http://media.education.gouv.fr/file/2010/84/7/NIMEN1014_153847.pdf

POUR UN RENOUVEAU DE L'ÉDUCATION PERMANENTE DANS LES CONDITIONS DU XXIe SIÈCLE

Chaque individu aspire à apprendre, à se cultiver, à se former professionnellement et socialement toute la vie afin de se réaliser et de se rendre utile à la collectivité. Cette aspiration, corsetée et contrecarrée par les conditions du capitalisme, est l'intérêt de la société, un levier de son développement.

PAR **RÉGIS REGNAULT**

La notion d'éducation permanente (héritage de la Révolution française rayée d'un trait de plume par la loi Fillon de 2004 dans le code du travail où elle était affirmée depuis 1971) recouvre ces aspirations. Les mutations qu'engendre la révolution informationnelle dans le savoir et le travail, exigent de lui redonner vie dans les conditions de notre temps.

L'ENTREPRISE, LIEU DE FORMATION

Premier enjeu : chacun doit être en possession de contenus cognitifs de haut niveau, d'outils intellectuels et culturels pour une confrontation permanente, constructive et fructueuse avec le réel.
Pour cela, il faut dépasser le clivage stérilisant entre savoir et travail. Par exemple, en combattant l'idée libérale selon laquelle tout jeune qui entre en emploi ne serait pas assez compétent pour l'occuper, coûterait plus qu'il ne rapporterait et entraînerait automatiquement la dévalorisation de sa qualification et la mise en place d'un sas d'insertion (apprentissage, professionnalisation, etc.) que l'Etat prend en charge à la place de l'employeur. Ces dispositifs ne doivent pas relever de la généralité ni de l'automaticité, mais du complément à la règle de l'emploi stable et rémunéré selon sa qualification. Ils doivent répondre à des besoins sociaux identifiés, sur la base d'une alternance formative où l'entreprise (collectif de savoirs et de savoir-faire) soit un lieu de formation conduisant à la qualification et à l'emploi sécurisé.
S'il faut remédier à la centaine de milliers de jeunes qui, chaque année depuis 15 ans, sortent du système scolaire sans diplôme, c'est la question des conceptions et des modalités d'embauche des jeunes en général, diplômés ou non, qui est en jeu. Une cynique stratégie libérale focalise l'attention sur cette minorité pour justifier ses politiques malthusiennes, qui pénalisent tous les jeunes.

ASSURER LA SÉCURITÉ DES SITUATIONS ET DES PARCOURS

Deuxième enjeu : la multiplication des situations de mobilité, géographiques, professionnelles et sociales. Dans la logique libérale de dépendance du salariat, cette mobilité est bien plus subie que choisie et se traduit en précarité accrue, en perte d'emploi.
Cela implique de revisiter la finalité et les contenus des formations initiales et continues, d'articuler de façon nouvelle le service public d'éducation nationale et le service public d'emploi et de formation. En assurant la sécurité des situations et des parcours et en garantissant la reconnaissance du temps de formation comme un temps de travail.
Cette articulation doit être une mise en synergie tirant vers le haut, pas une simple succession de phases d'apprentissage. Elle doit se construire sur la base de droits intangibles attachés à la personne : mobilité et promotion, enseignement initial récupéré (qui ne doit pas se traduire par un abaissement des exigences en enseignement initial sous prétexte de son existence dans le cadre de la formation continue), formation qualifiante, culture et réalisation de soi, reconnaissance de la qualification et certification, orientation, information et accompagnement.
D'où l'exigence d'une organisation du travail qui, si elle comporte encore de larges pans du mode de production traditionnel, est avant tout marquée par un appel à l'initiative individuelle et collective. Au contraire de sa traduction libérale de subordination, de culpabilisation du salarié par un transfert du risque capitaliste sur le travail, émerge la revendication d'être pleinement auteur de sa vie personnelle, professionnelle et sociale, de se sentir complètement inscrit dans le destin commun, reconnu tant pour ce qu'on est qu'à la hauteur de son utilité à la collectivité.

CRÉER TROIS SERVICES PUBLICS

Répondre à cette soif d'émancipation, c'est, pour la nation, offrir à chacun, à côté de l'éducation nationale et de l'emploi-formation, trois services publics à instaurer et co-développer :
* un service public de l'orientation permanente
* un service public de la certification et de la reconnaissance de la qualification déployant les droits acquis (VAE) et structures établies (CNCP, RNCP)
* un service public de l'évaluation et de la prospection, nourrissant les prises de décision individuelles et collectives.
Ces instruments ne seront émancipateurs qu'avec le contrôle des salariés et la conquête de droits nouveaux normatifs et contraignants pour les employeurs. Conquêtes au niveau national et international certes, mais aussi sur le lieu de travail lui-même. ■

***Régis Régnault,** enseignant en lycée professionnel et réseau école du PCF

> SUITE PAGE 14

UNIVERSITÉ ET MONDE DU TRAVAIL : LE DÉFI DE LA PROFESSIONNALISATION

L'élévation des qualifications, le besoin accru de jeunes diplômés et d'emplois qualifiés poussent à une réflexion urgente sur les rapports entre le monde de la formation (enseignement supérieur et recherche) et le monde du travail.

PAR **JEAN-FRANÇOIS BOLZINGER***

PLUSIEURS PROBLÉMATIQUES RÉCURRENTES SE POSENT :

• Le besoin d'enrichir et de faire évoluer le niveau des qualifications tout au long de la vie. Les difficultés d'insertion professionnelle des jeunes diplômés. L'instrumentalisation de la formation par le Medef, relayée par la loi LRU officialisant le mariage forcé entre les universités et les employeurs.
• La nécessité d'accroître le rapport de forces pour gagner durablement sur les enjeux de la formation.
• La réponse aux attentes des jeunes stagiaires et futurs diplômés.

DÉPASSER LA COUPURE FORMATION/TRAVAIL

Des passerelles solides entre formation et travail, et l'unité d'élaboration d'actions de l'ensemble des acteurs, peuvent garantir formation concertée et sécurité de l'emploi.
La galère de la précarité et du chômage que vivent les jeunes entre la fin de la formation initiale et l'entrée dans la vie active discrédite l'ensemble du fonctionnement de notre société. Ainsi, les stagiaires ont été amenés à créer des coordinations pour se faire entendre dans le vide laissé par le syndicalisme étudiant, enseignant, et celui des confédérations de salariés.

FINALITÉ DE L'ÉCOLE

La finalité de l'École est-elle de former des citoyens ou de former des travailleurs en capacité d'être citoyens dans l'entreprise et dans la société ?
La loi « LRU » fait entrer les employeurs dans les universités. Entrée d'autant plus facile que des articulations formation/travail progressistes ne sont pas traitées entre les enseignants et le reste du monde du travail.
Le patronat actionnaire favorise une formation spécialisée dans quelques hautes niches de productivité immédiate, sans tenir compte des aspirations des jeunes et des objectifs des formations.
Comment et où définir les besoins réels de la société avec l'ensemble des acteurs, dans une cohérence nationale, mais aussi de proximité, s'appuyant sur la valorisation des atouts territoriaux et de dynamique locale des emplois.
La présence d'organisations syndicales confédérées dans les conseils d'administrations stratégiques devient une revendication. Elles doivent peser sur le contenu des formations en liaison avec la valorisation des qualifications et les atouts des acteurs locaux.

PROFESSIONNALISATION

Revendiquer, disputer le contenu de la professionnalisation des diplômes, c'est s'opposer à l'utilitariste patronal. Cette professionnalisation doit déboucher sur de vraies orientations, mais avec des conditions clairement établies.
Elle ne doit pas enfermer l'étudiant dans une hyperspécialisation qui le priverait d'une mobilité future, mais articuler une formation à large spectre de connaissances avec une spécialisation dans le cadre d'une filière professionnelle.
La professionnalisation de l'université doit lui permettre d'intervenir dans l'entreprise et non l'inverse.
L'université s'est impliquée quasi-exclusivement dans la formation initiale, abandonnant la formation continue au patronat, alors que l'intervention de l'université dans la formation continue doit concourir à une mobilité professionnelle choisie et efficace.
Le Medef traite la professionnalisation de la formation dans des créneaux à productivité immédiate. Au programme : rationalité, méthodologie, procédures, management, au détriment de la réflexion, de la connaissance générale, de la technicité, de la recherche. Ainsi, le patronat français embauche beaucoup moins de chercheurs que toute l'Europe ou encore les USA. Il s'emploie à façonner le contenu des formations, se désengage financièrement de la période d'insertion professionnelle dans l'entreprise et surfe sur le travail productif, mais gratuit des stagiaires.
Voilà pourquoi des batailles autour des axes pivots suivants apparaissent nécessaires :
• Un statut des stagiaires (tutorat, moyens, défraiements, rémunération adossée à la qualification du diplôme en cours d'acquisition, interdiction des stages hors cursus universitaire et de complaisance).
• Une professionnalisation des diplômes pilotée par l'université.
• Des contrats de professionnalisation avec embauche.
Ces quelques pistes sont loin d'épuiser le sujet, mais il existe à la jonction formation/travail tout un champ d'interventions où le capital se promène en toute tranquillité, faute d'intervention conjointe des acteurs progressistes. ■

* **Jean-François Bolzinger** est membre du Conseil National du PCF

UNE FORMATION DES ENSEIGNANTS LIANT CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, PROFESSIONNELLES ET RECHERCHE ?

Concevoir le temps de formation initiale différemment et l'articuler avec la formation continue. Une réforme de la formation des enseignants devrait d'abord répondre au défi de faire accéder tous les jeunes à une véritable culture commune.

PAR **CLAIRE PONTAIS***

Pour cela, il faut concevoir une formation universitaire "professionnalisante" comprenant le master et les deux années d'entrée progressive dans le métier. La formation dure déjà de 5 à 7 ans (licence + 2 ans d'IUFM + 2 ans de compléments de formation dans certains cas). Il ne s'agit pas d'augmenter indéfiniment ce temps de formation initiale, mais de le concevoir différemment et de l'articuler avec la formation continue.

COMMENT LIER CONNAISSANCES SCIENTIFIQUES, PROFESSIONNELLES ET RECHERCHE ?

Il y a un véritable défi à dépasser les fausses oppositions entre le « disciplinaire » et le « professionnel ». Des connaissances scientifiques peuvent être très professionnalisantes si elles sont enseignées dans cette perspective. Les médecins et les ingénieurs par exemple ont des métiers complexes, humains, des pratiques référées à des champs scientifiques variés ; ils accordent une grande importance aux savoirs professionnalisants dans leur cursus de formation. Pourquoi n'est-ce pas possible pour les enseignants ?

Il faut dépasser le modèle de formation « successif » (formation académique d'abord, professionnelle ensuite) ainsi que le modèle qui se contente de juxtaposer des stages à côté d'une formation scientifique (c'est le risque de « l'alternance »). Ces deux modèles sont inefficaces et les étudiants disent « ce que l'on apprend en théorie ne nous sert à rien sur le terrain ». Nous proposons au contraire un modèle de « formation intégrée » dans lequel les connaissances scientifiques et les pratiques professionnelles se nourrissent l'une et l'autre tout au long du cursus (une alternance « interactive »).

Progressivement le futur enseignant acquiert les connaissances qu'il aura à transmettre, les savoirs et les compétences sur la façon de les transmettre pour que les élèves apprennent, les cadres théoriques pour analyser sa pratique professionnelle, le tout en relation avec les exigences du système éducatif.

Pour réussir cela, il faut donner la priorité à la recherche en éducation (épistémologie, didactique, histoire des disciplines, didactique professionnelle..), sous-développée en France.

QUELLE STRUCTURE DE FORMATION ?

La réforme de la « mastérisation » du gouvernement avait pour objectif de supprimer les IUFM. Ceux-ci ont survécu peu ou prou à la crise mais sans cadrage national, la dérégulation est totale et les inégalités territoriales renforcées. Le potentiel de formateurs est fragilisé. Nous avons besoin d'une structure (unité de lieu) qui pilote, impulse, pense et coordonne la formation des enseignants, et pas seulement pour les stages, à l'échelle d'une académie. Elle doit promouvoir :

- la cohérence des formations premier-second degré et enseignement général-enseignement professionnel,
- la coordination, la mutualisation des moyens des différentes composantes de l'université,
- l'impulsion, la mise en place et la diffusion de recherches ancrées sur le terrain,
- l'alternance dans le cadre de la formation intégrée.

PEUT-ON PENSER DIFFÉRENTS PARCOURS POUR ACCÉDER AU MÉTIER D'ENSEIGNANT ?

L'accès aux métiers de l'enseignement pourrait se faire par différentes voies, chacune relevant d'un concours de recrutement national de même valeur, préparé dans un IUFM rénové. La proportion entre trois concours différents dépendrait des filières et du vivier.

Les étudiants qui se destinent très tôt au métier d'enseignant (du primaire ou du secondaire) seraient pré-recrutés en IUFM dans des études professionnalisantes au niveau de la licence. Ils prépareraient la 2e partie du concours et un master orienté vers le métier de l'enseignement pouvant déboucher sur des thèses de didactique, de sciences de l'éducation, d'ingénierie de formation, etc.

Pour ceux qui s'orientent plus tard vers l'enseignement, il faut concevoir une 2e voie d'accès, avec des contenus de concours différents. Leur concours s'appuierait surtout sur des épreuves en lien avec les programmes scolaires. Les deux années d'entrée dans le métier seraient différenciées avec une grande part commune.

Un 3e parcours s'adresserait aux personnels en reconversion (VAE)[1].

DES AIDES ET DES PRÉ-RECRUTEMENTS

Il faut envisager des aides pour tous. Des pré-recrutements (type IPES des années 70, avec engagement quinquennal)[2] et/ou des allocations IUFM nécessaires pour les étudiants qui s'engagent tôt parce qu'ils ont moins de possibilité de reconversion et doivent se consacrer entièrement à leurs études. Ce pré-recrutement peut avoir lieu dès la Licence (pourquoi pas dès le Bac selon des critères sociaux ?), au plus tard, à l'entrée du master. La pré-professionnalisation en licence doit pouvoir intégrer la préparation de ce concours d'entrée en IUFM rénové. Les stages de pré-professionnalisation doivent être rémunérés. C'est une condition pour que les jeunes de milieux populaires puissent devenir enseignants. ■

* **Claire Pontais** est formatrice à l'IUFM de Basse Normandie

1) détails
ftp://ftp2.snepfsu.net/snepfsu/peda/capeps/prop_alternatives_concours.pdf
2) voir M. Auxenfans
http://www.snepfsu.net/peda/formations/formation_master2008.php

CONVERGENCES ET ASPÉRITÉS DU DÉBAT À GAUCHE

Si la gauche est unie contre la droite, elle est divisée sur les solutions. Une erreur consiste à faire de ces divergences des motifs de zizanie irréductible. Une autre, au motif de l'union, consiste à taire ces divergences en s'accordant sur le minimum : on s'empêche alors de mettre en débat des propositions transformatrices. Aiguisons les arguments les uns contre les autres avec les citoyens, des militants pédagogiques, syndicaux, les parents, les jeunes, afin de construire une majorité d'idées sur un projet de transformation progressiste.

PAR **STÉPHANE BONNÉRY, EMMANUEL HOFFMANN*, JOSÉ TOVAR***

Face aux évolutions de la société qui appellent des choix pour l'école, ce dossier a insisté sur des propositions communistes comme alternative aux politiques de droite que nous avons décortiquées[1]. Nous n'y reviendrons pas ici, privilégiant la question du débat sur l'alternative.

TOUS CAPABLES OU PAS ? SOCLE MINIMAL OU PROGRAMME ÉGAL ?

La droite, avec des arguments compassionnels, casse le programme annuel en dissociant ce qui doit être enseigné à tous (« socle commun ») et ce qui ne sera plus enseigné qu'à une part des élèves regroupés dans certaines classes ou établissements. Face à l'échec scolaire, le PS et une frange du monde éducatif se sont alignés derrière l'idée du socle, avec l'idée « au moins ça sera acquis ». Ce rabaissement des exigences, même de bonne foi, cède face à l'idée fataliste (car limitant la réflexion aux conditions actuelles du système scolaire) : tous les élèves ne pourraient pas apprendre, n'auraient pas les mêmes besoins.

Or, tous les élèves sont capables d'apprendre dans d'autres conditions pédagogiques, inscrites dans une politique de démocratisation scolaire. Si, comme on l'a vu, l'école était repensée à partir de l'analyse des difficultés d'apprentissage rencontrées par les élèves, majoritaires dans notre pays, qui n'ont que l'école pour s'approprier la culture et les raisonnements scolaires, la question de découper dans le programme un socle minimal ne se poserait plus. Pour les communistes, il faut enseigner à tous le même programme, repensé en conséquence, pour transmettre une culture commune de haut niveau.

A quoi sert de dire « priorité aux ZEP et à la maternelle » comme le fait le PS, si dans le même temps on accepte la machine à entériner les inégalités que constitue le socle commun ?

L'idée de « tous capables » est de celle qui peut réorienter les esprits vers une réelle politique de gauche, si l'on met ces arguments contradictoires en débats avec les citoyens soucieux de l'avenir de l'école publique !

TRANSFORMER L'ÉCOLE OU PAS ? POURQUOI ?

Il ne suffit pas de déclamer que tous les élèves sont capables d'apprendre les mêmes savoirs exigeants : à quelles conditions ?

Le **NPA** s'oppose aux réformes en cours sans afficher la transformation progressiste de l'école comme une priorité. La seule résistance nous semble une impasse : seuls les changements libéraux sont en débat. Face aux évolutions de la société, ce dont nous avons besoin, c'est d'une école tournée vers l'avenir, qui lutte contre les inégalités sociales de réussite scolaire : la préparation de générations en capacité de penser de façon critique se travaille aussi dans l'école.

De son côté, le **PG** nous semble minorer les défis scolaires face à la révolution informationnelle, en affichant par la voix de J.-L. Mélanchon une nostalgie pour une « école républicaine » idéalisée, et une préoccupation pour le lycée professionnel qui, si nous la partageons, ne nous semble pas devoir s'opposer à la création des conditions au collège pour préparer les enfants des classes populaires à aller dans les filières générales. L'école d'autrefois n'avait pas pour but de conduire tous les élèves vers des études longues. Pour les communistes, l'allongement des études est nécessaire pour préparer au monde de demain : l'école doit être transformée pour que l'appropriation des raisonnements complexes associés aux savoirs savants soit réussie par chacun.

Si le projet du **PS** de B. Juillard parle beaucoup de « faire autrement » à l'école (des porte-paroles d'Europe-Ecologie critiquent aussi la pédagogie scolaire), il nous semble nécessaire de dire clairement pour quoi faire. La lutte contre l'échec scolaire n'est pas qu'une question technique. Si les enseignants sont ingénieurs de leur pratique, c'est les culpabiliser que de réduire les changements scolaires à leur seule efficacité personnelle. Leur réflexion pédagogique gagne à être guidée par un cap politique. Pour nous, ce cap ne doit pas être le développement inégal des potentialités des élèves (individualisation des objectifs), mais au contraire la refonte de l'école sur le modèle de l'élève qui n'a pas d'autres ressources scolaires que l'école, c'est l'égalité d'objectifs jusqu'à la fin du collège et l'accès de tous au lycée (scolarité obligatoire jusqu'à 18 ans) et au-delà. Cela implique une politique de recherche, de formation, du temps dégagé pour l'échange... donc des moyens et des enseignants fonctionnaires d'Etat pour l'égalité.

ET ENCORE...

D'autres questions font débat : des maternelles et/ou des jardins d'éveil ? Un service public national ou des établissements autonomes[2] ? Un collège qui prépare à poursuivre ou qui, collé par le socle commun à l'école élémentaire, prépare la sortie du système ? Laïcité ou marchandisation ? Etc.

La droite fait trop de dégâts, y compris dans les têtes : une réponse politique exigeante, sans consensus mou, s'impose, pour construire une majorité d'idées et battre durablement la droite. Confrontons les analyses et propositions pour que les citoyens soucieux de démocratisation scolaire se dégagent des mystifications gouvernementales, s'emparent d'un programme et le fassent partager autour d'eux. ■

* **Emmanuel Hoffmann**, collaborateur d'élu et réseau école du PCF
* **José Tovar,** professeur de Lettres retraité, réseau école du PCF

1) Pour davantage d'analyses, voir : http://www.pcf.fr/spip.php?mot131

2) « L'appel de Bobigny » signé par plusieurs organisations pédagogiques et syndicales nous semble trop fortement empreint d'une logique de dénationalisation (régionalisation) de l'école, ce qui, dans le contexte actuel de mise en concurrence des territoires et des établissements, nous semble inquiétant. Nous y reviendrons dans une prochaine lettre du réseau école, on peut d'ores et déjà consulter le dossier « élections cantonales » de *La Lettre du réseau école* du PCF http://www.pcf.fr/spip.php?article5158

La lutte contre toutes les délinquances, clef d'une politique renouvelée de la sécurité

PAR **IAN BROSSAT***

Le choix de consacrer le premier numéro de la *Revue du Projet* aux enjeux de la sécurité était incontestablement un parti pris courageux. Il n'a pas manqué, d'ailleurs, de susciter nombre de réactions parmi nos lecteurs. Certains y ont vu une décision contestable. « Prendre le thème de l'insécurité comme premier sujet de réflexion m'interpelle », nous dit ainsi l'un d'entre eux, quand un autre déclare « regretter » ce choix. Tout se passe en réalité comme si le seul fait de prononcer le mot « sécurité » engendrait d'emblée une réaction de méfiance. Ce n'est évidemment pas le fruit du hasard. Ces dernières années, la droite n'a pas cessé d'instrumentaliser cette thématique à des fins électoralistes en empruntant les chemins nauséabonds tracés par l'extrême droite. Le discours de Grenoble en a été l'illustration éclatante.

UN SUJET SENSIBLE

L'un de nos lecteurs résume assez bien l'état de la question en qualifiant le sujet de « sensible ». La gauche semble ainsi hésiter en permanence entre deux écueils. Le premier consiste à refuser d'aborder cette thématique en considérant que l'insécurité sociale est, en somme, le seul sujet qui mérite d'être abordé. Parler d'insécurité, ce serait au mieux, suivre le sens du vent. Au pire, ce serait faire le jeu de la droite et se rendre complice de ses méfaits. Adopter une telle posture, c'est balayer d'un revers de main une préoccupation réelle qui taraude nombre d'hommes et de femmes, notamment ceux qui habitent dans les quartiers populaires et désespèrent de constater que le droit élémentaire à la tranquillité n'est pas respecté. Le second écueil consiste, à rebours, à mimer le discours de l'UMP, voire à puiser dans certaines des propositions de Nicolas Sarkozy. En témoignent, par exemple, les prises de position de Ségolène Royal pendant la campagne présidentielle de 2007 en faveur de « l'encadrement militaire des mineurs ». Cette dérive n'est plus l'apanage de la seule ex-candidate socialiste, puisque désormais tout le PS fait sienne cette proposition. On a ainsi pu lire, sous la plume de Martine Aubry, une tribune dans le Monde daté du 17 novembre préconisant « la construction (dans chaque bassin de vie) d'un centre de discipline et de réinsertion destiné aux jeunes délinquants multirécidivistes. » Le pari semble être le suivant : puisque la gauche est restée trop longtemps inaudible sur ce sujet, il faudrait serrer la vis deux fois plus fort. Ce serait une double faute : parce qu'à ce petit jeu, la droite sort toujours gagnante, les électeurs préférant inexorablement l'original à la copie. Et surtout, parce qu'on voit mal pourquoi les mêmes mesures qui ont échoué sous la présidence de Nicolas Sarkozy réussiraient sous un gouvernement de gauche.

C'est précisément pour tenter de se libérer de ce piège mortifère que le Parti Communiste, à la suite de son dernier congrès, a fait le choix de se doter d'un groupe de travail spécifique dédié aux enjeux de sécurité. Cette décision intervient dans un contexte caractérisé par plusieurs changements importants : d'abord, l'échec de la politique de Nicolas Sarkozy en matière de sécurité, perçu comme tel par une part croissante de la population, tout particulièrement parmi ceux qui l'ont élu en 2007. Ensuite, une colère de plus en plus palpable parmi les professionnels de la sécurité, notamment au sein de la police. Enfin, une multitude d'études scientifiques qui prouvent que la corrélation entre insécurité et inégalités sociales n'est pas une vue de l'esprit mais bel et bien une réalité.

CE TRIPLE TOURNANT DOIT NOUS INCITER À REPENSER L'INSÉCURITÉ

De quelle délinquance parle-t-on ? Il ne s'agit pas que de celle que l'on voit. Le sommet de l'échelle sociale n'est pas moins gangrené que sa base. Il n'est jamais inutile de rappeler que le poisson pourrit par la tête. C'est dire que le combat contre la délinquance en col blanc doit être l'une des clefs du renouvellement des politiques de sécurité. L'impunité relative des puissants qui transgressent la loi contribue à redéfinir les normes morales, à briser l'équilibre des valeurs et n'est donc pas sans conséquences sur ce que les habitants des quartiers populaires vivent au quotidien. Une pensée sauvage du « pourquoi pas moi ? » se propage, insidieuse et dangereuse. Parce que ces différentes formes de délinquance sont intimement liées et s'alimentent l'une l'autre, il faut donc concevoir une politique globale qui lutte, d'un même mouvement, contre toutes celles-ci.

L'affirmation d'un droit à la tranquillité pour tous passe donc par une conception de la sécurité qui ne varie pas en fonction du type de délinquance et des personnes concernées, et qui assume son lien avec une vision d'ensemble de la société. Son chantier est peut-être démesuré, mais c'est le seul qui vaille.

■

* **Ian Brossat**, commission «sécurité»

Comme nous en avons pris l'engagement, les réactions suscitées par les dossiers du mois donnent lieu à une synthèse. Dans ce numéro **Ian Brossat** revient sur le «Dossier Sécurité» du mois de septembre dernier.

Par **Gérard Streiff**

La crise et la fict

Le monde en crise, l'entreprise, le travail s'invitent volontiers dans la fiction ces temps-ci : romans, BD, cinéma, téléfilms. Il y a toujours eu des créateurs pour installer leur œuvre dans la société. Le théâtre[1], le roman noir ont peut-être un petit temps d'avance de ce point de vue. Mais la manière dont la fiction s'ancre aujourd'hui dans le réel paraît assez nouvelle. Retour de l'engagement ? Air du temps critique, voire anticapitaliste ? Ou message biaisé ?

L'écrivain de science-fiction Serge Lehman, parlant des romans d'anticipation actuels, a eu récemment cette phrase formidable : « La nouveauté, c'est peut-être l'impression que l'apocalypse a déjà commencé »[2]. Cette hypersensibilité à la crise ne vaut pas, bien évidemment, pour l'ensemble des œuvres de création. Cependant, l'actualité sociale et le monde de l'entreprise sont présents par exemple dans de très nombreux romans de la rentrée 2010. Déjà, au printemps, un ouvrage comme celui de Flore Vasseur, *Comment j'ai liquidé le siècle*, annonçait la couleur, offrant une plongée étonnante dans le monde des traders. Septembre et son avalanche de nouveaux romans ont permis à quantité d'auteurs de se coltiner avec le réel, comme ont dit. Cela n'a pas échappé à de nombreux critiques. *Le Monde des livres*[3] ou *L'Humanité Dimanche* ont consacré de bons dossiers au sujet. Restructurations, plans sociaux, délocalisations, isolement, harcèlement, suicides, précarité, déshumanisation : ces thèmes provoquent les romanciers, nourrissent des intrigues solides et suscitent des personnages attachants. C'est le cas de Philippe Claudel *L'enquête*, de Thierry Beinstingel (Retour aux mots sauvages), *voir l'encadré*, de Natalie Kuperman *Nous étions des êtres vivants*, de Jean-Claude Lalumière *Le front russe*, de Maylis de Kerangal (Naissance d'un pont), de Philippe Vasset *Journal intime d'une prédatrice*, de Romain Monnery *Libre, seul et assoupi*, etc. On peut lire aussi *La carte et le territoire* de Michel Houellebecq en partie comme le « formidable récit d'un déclin programmé », selon l'expression de Jean-Claude Lebrun[4].

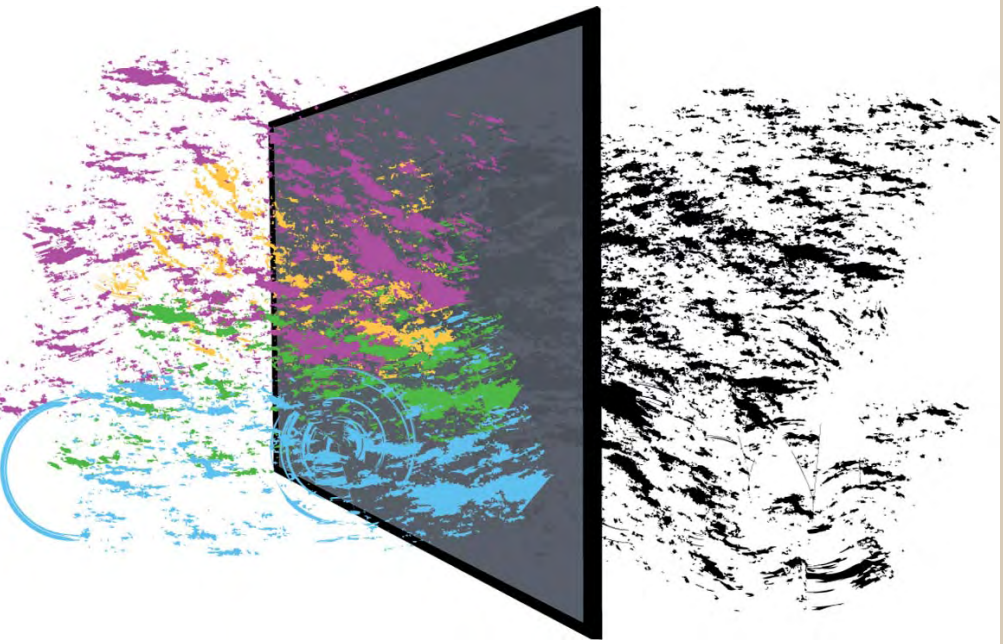
Thierry Beinstingel, justement, à qui on demandait si cette littérature sur le travail marquait un retour du « roman contre », du « roman engagé » répondait : « Il y a une grande réticence des écrivains par rapport au terme d'engagement au sens sartrien. Force est de constater cependant qu'ils s'engagent de plus en plus pour refuser cette chose abstraite et fantasmée qu'est devenu le travail ».[5]

LE NOUVEAU MÉCHANT

Il en est un peu de même au cinéma, européen ou américain. On a pu voir, en octobre, à Nanterre, un festival de films sur le travail, la souffrance au bureau, la perte de l'emploi ; A retenir notamment *Les miettes* (2008) de Pierre Pinaud, César du meilleur court-métrage en 2009 ; ou le prochain long-métrage -à venir- de Cédric Klapisch, *Ma part du gâteau* (2011) sur la crise financière et la rencontre d'une ouvrière au chômage et d'un trader. Le cinéma américain n'est pas en reste. Là, écrit un chroniqueur du Figaro[6], « pour les spectateurs lassés des espions russes et des fourbes chinois, le financier est le nouveau méchant ». Film culte, *Wall Street* d'Oliver Stone (sur les délits d'initié, avec Michael Douglas dans le rôle de Gordon Gekko) voit sa version DVD toujours très demandée; le tout nouveau *Wall Street 2* ou *L'argent ne dort jamais* creuse le même sillon du krach financier. L'excellent *Cleveland contre Wall Street* du suisse Jean Stéphane Bron, sur la crise américaine des subprimes, pourtant sorti à la mi-août, marche bien. Autre film d'animation très hollywoodien, début octobre, *Moi, moche et méchant* représente notamment un directeur de « la banque du mal, ex-Lehman Brothers ». Les téléfilms abordent également ces thématiques : les huit épisodes de *Les vivants et les morts* de Gérard Mordillat narrant la fermeture d'une usine en est le plus bel exemple. Dans un tout autre genre, la série de M6 *Caméra café* traque, depuis quelques temps déjà, et avec plus ou moins de subtilité, les tares de l'entreprise.

La bande dessinée est de la partie. *Dans mon open space* de James, une série (c'est le troisième volume) chez Dargaud, est une chronique plutôt grinçante sur la vie au travail. *Largo Winch* de Jean Van Hamme connaît un succès ahurissant en mettant en scène un financier sexy, se débattant entre FMI, LBO, BCE et OPA. Même Picsou, dit-on, est de retour : ce milliardaire avari-

tion



cieux de Walt Disney, a retrouvé une cote d'enfer ; un bimestriel et un collector annuel lui sont consacrés.

LE SYSTÈME SE DÉFEND

On peut trouver derrière toutes ces fictions, si dissemblables pourtant, et derrière l'attrait considérable qu'elles suscitent, une envie de comprendre le monde. L'inquiétude des contemporains est un puissant stimulant.

On dira ensuite, sans trop forcer le trait, que la tonalité de ces œuvres est plutôt critique, parfois même anticapitaliste. La banque, l'argent, la finance sont montrés du doigt. C'est une donnée nouvelle, importante, probablement significative d'un air du temps durable. Certaines de ces fictions sont d'une redoutable efficacité ; on pense au roman de Claudel ; à la série de Mordillat ; au film *Cleveland contre Wall Street*, pur chef d'œuvre de démontage d'un des aspects majeurs de la crise, le subprime, mais qui montre aussi, via l'attitude du jury et son vote final, les limites de la seule colère populaire. Toutes les œuvres évoquées dans cet article ne sont évidemment pas aussi radicalement lucides. Le système sait se défendre, même en s'autoflagellant. Souvent, on trouve, aux côtés du méchant financier par exemple un jeune capitaliste adepte des énergies renouvelables... Classique. Exemple parfait de cette récupération: Largo Winch, le bon milliardaire. On peut aussi penser que la popularité inoxydable d'un Picsou est ambivalente, à la fois rejet et attrait. Et puis, dans certains films américains notamment, on peut détecter un message subliminal, de soumission en fait. Ce « message » dit en somme au spectateur : mieux vaut vivre honnêtement de son travail qu'être riche et malheureux. Pour Emmanuel Ethis[7], sociologue, spécialiste de la réception du cinéma par le public (Université d'Avignon), « Que dit-on au public ? Le bonheur est celui que vous avez. Voyez comme la vie de ce salaud est terrible. Vous, vous n'avez pas ces problèmes. Votre vie est enviable, vous êtes le vrai héros ! ».

1 Voir ou revoir *La fabbrica* de Charles Tordjman par exemple
2 *Le Monde*, 1er octobre
3 20 août 2010
4 *L'Humanité*, 9 septembre 2010
5 *Le Monde*, 10 septembre 2010
6 1er octobre
7 *Le Figaro*, 1er octobre

L'ENTREPRISE EST UN ROMAN

Dans Retour aux mots sauvages (Fayard), Thierry Beinstingel place son récit dans un « centre d'appel téléphonique ». Mots creux pour vendre du vide, robotisation des employés, suicidés du travail : comment tenir ? Un superbe roman, à l'écriture fluide, sur le travail à la chaîne version 2010. Extraits (pp 147/148) :

"Sur l'article, sur une double page, on voit la photo du directeur général devant un pupitre de conférencier qui porte le logo démesuré de la boîte. Il agite une main décidée devant les deux microphones, sa bouche est tordue par l'élan des paroles. Mais il paraît presque petit, dans l'ombre face à l'énorme slogan éclairé par une batterie de projecteurs et qui occupe tout le fond d'une salle grande comme un gymnase. On peut lire : AU SERVICE DE NOS CLIENTS ET DE NOS ACTIONNAIRES. Puis sur la ligne du dessous, en caractères larges : ENCORE PLUS EFFICACES. L'adjectif est écrit en plus gros que le reste. Et sur la dernière ligne : ENCORE PLUS REACTIFS. Le dernier mot est formé de lettres aussi grandes que l'orateur. A qui s'adresse ce slogan ? Qui l'a pensé ? Quel directeur, quel cerveau, non pas brumeux, mais au contraire brillant, ayant tout retenu des hautes études commerciales, théories, pratiques, circonvolutions ? Pour quelle promotion espérée ? Pour plaire à qui ? Clients, actionnaires. Mais on sait bien que c'est le mot « actionnaires » qui importe ici, « clients » est juste placé là parce qu'on n'a pas encore trouvé par quoi remplacer celui qui assure la trésorerie, celui à qui l'on dit bonjour d'une voix préenregistrée. Et pourquoi a-t-on mis les adjectifs en plus gros sur les lignes du dessous ? A qui s'adresse « efficaces » ? Qui doit être « plus réactifs »?"

SONDAGES

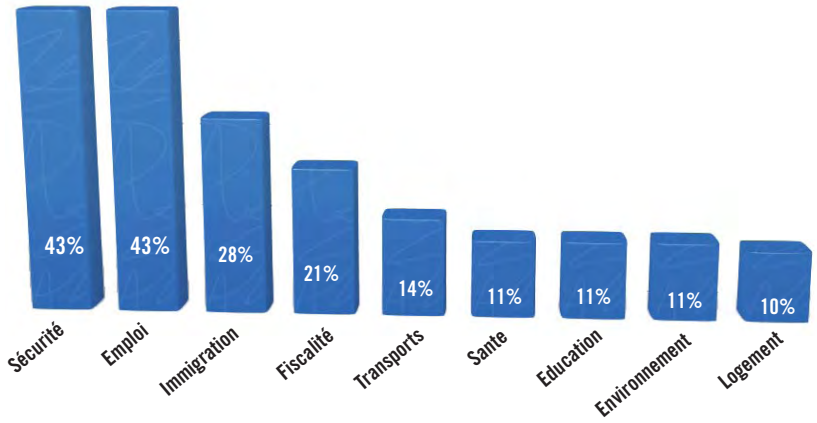
Les cantonales, la gauche, la droite

L'IFOP et « la lettre de l'opinion » ont interrogé les Français sur ce qu'ils attendent de leurs élus départementaux. Emploi et sécurité viennent en tête mais entre droite et gauche, les souhaits sont assez différents.

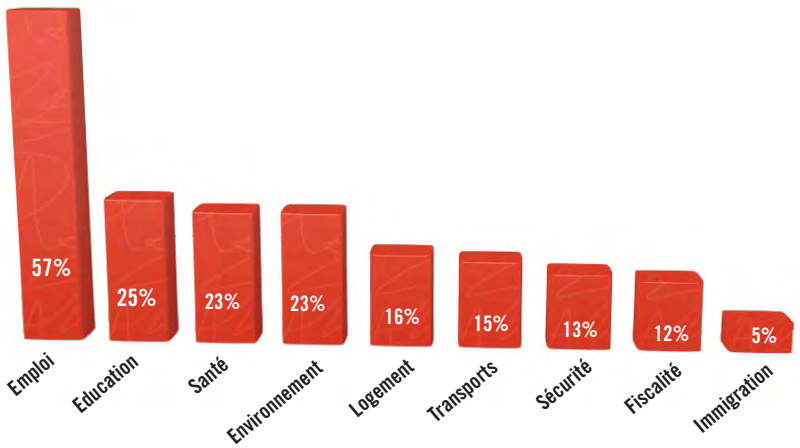
Lorsqu'il est demandé, de manière générale, quels devraient être les thèmes prioritaires des futurs élus départementaux, les réponses sont les suivantes : emploi et développement économique (51%), sécurité (27%), logement, santé et action sociale, éducation, environnement, fiscalité (tous à 17%), immigration et transports (14%). Mais si on prend en compte les tendances politiques des sondés, les résultats varient sensiblement. Priorités pour la droite : sécurité et emploi (43% chacun), immigration (28%), fiscalité (21%), transports (14%), santé, éducation, environnement (11%) et logement (10%). A gauche, l'emploi et le développement économique vient très nettement en tête (57%) suivi de l'éducation (25%), la santé et l'environnement (23%), le logement (16%), les transports (15%), la sécurité (13%), la fiscalité (12%) et l'immigration (5%). Bref, une droitisation marquée de l'électorat de droite, une demande sociale très forte à gauche.

Interrogés sur les « compétences spécifiques » du Conseil général, les priorités sont les suivantes : transports et routes (38%), solidarité avec les personnes âgées (32%), environnement (30%), santé (27%), RSA (23%), ruralité (16%), collèges (14%), enfance (12%). On notera que l'électorat Front de gauche est très attentif à la question des collèges (29%).

CANTONALES : LES PRIORITÉS DE L'ÉLECTORAT DE DROITE



CANTONALES : LES PRIORITÉS DE L'ÉLECTORAT DE GAUCHE



Pages réalisées par **Gérard Streiff**

« Satisfaire d'abord les exigences des marchés financiers », tel est le credo de la droite et des défenseurs du traité de Lisbonne.

YVES DIMICOLI (commission économie) décrypte le nouveau bréviaire des économistes néo-libéraux, le rapport Attali.

YANN LEPOLOTEC (commission défense) analyse l'accord de défense franco-britannique, signé le 2 novembre dernier. En contrepoint de la dérive atlantiste actuelle, il formule d'autres propositions pour mettre au cœur des relations internationales, la paix et la sécurité collective.

L'actualité témoigne plus que jamais de la main mise des pouvoirs politiques et financiers sur les médias. **JEAN FRANÇOIS TÉALDI (commission droit à l'information)** fait le point sur les propositions du PCF pour un véritable service public des médias.

LUC FOULQUIER (commission écologie) revient sur la conférence internationale consacrée à la biodiversité qui s'est déroulée à Nagoya ; « la gestion de la biosphère doit échapper à la marchandisation des ressources », explique-t-il.

ÉCOLOGIE

La biodiversité : un enjeu de société

La « biodiversité », est « la variabilité des organismes vivants de toute origine, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie » (Rio 1992). C'est l'objet d'un vrai combat de classe entre d'un coté ceux qui militent pour « une terre commune[1] et pour faire face « aux urgences planétaires »[2] et ceux qui ne pensent qu'en termes de propriété privée et de taux de profit.

LA BIODIVERSITÉ, NOTRE HÉRITAGE

La « Conférence des Parties » s'est tenue à Nagoya du 18 au 24 octobre 2010 dans le cadre de la Convention sur la Biodiversité[3]. La multiplication des textes sur la biodiversité est un élément fondamental de la démocratie. Il se produit en permanence des extinctions, des explosions biologiques, des changements climatiques. Pour conserver la vie, il faut protéger les espèces, les écosystèmes et les habitats et ne pas épuiser le patrimoine génétique, comprendre les types de relations qu'entretiennent les espèces entre elles et avec leur milieu (c'est l'objet de l'écologie). Vaste programme scientifique qui ne peut se dérouler qu'en lien permanent avec les gens. C'est un enjeu politique qui doit faire partie intégrante d'un projet de société.

La « biodiversité », est notre héritage, les moyens doivent être donnés aux biologistes des temps modernes pour l'enrichir. La diversité n'est pas synonyme de stabilité. Les perturbations ne sont pas obligatoirement des catastrophes. Les paysages ont une histoire naturelle et humaine. On parle de « sixième crise » provoquée par les humains ? Cela n'a rien à voir avec celles décrites par les paléontologues (la disparition des dinosaures) et conduit à sous-estimer la gravité de certaines de nos actions. La conservation n'est pas le fixisme ! il faut harmoniser les recherches sur la nature des changements, sur le potentiel évolutif, sur ce que l'homme doit faire. Il s'agit de comprendre les processus qui induisent les transformations. En 2008, le congrès mondial de conservation de la nature estimait à environ 17 000 le nombre d'espèces menacées d'extinction. Il faut des centaines de milliers d'années pour voir apparaître une nouvelle espèce. On observe facilement que des activités humaines font décroître cette biodiversité. Les « libéraux » s'en emparent et en calculent la valeur monétaire. Les grandes entreprises mettent la main sur des écosystèmes (on achète des îles !). Ce qui les intéresse est le montant du rapport de tel gène, telle espèce, tel espace. Ce ne sont pas les banques qui vont nous sauver en transformant tout en « actif financier ». « Le catastrophisme » ne fait pas plus avancer les choses.

LES ORIGINES DE LA CONFÉRENCE DE NAGOYA

Une prise de conscience plus générale de l'importance de l'extinction d'espèces due aux activités humaines date du début des années 1980. Le programme des Nations Unies pour l'environnement crée un groupe d'experts pour la biodiversité en 1988. Le 22 mai 1992 se tient à Nairobi une conférence pour un accord sur une convention sur la biodiversité. Elle prend une grande importance au « sommet de la terre » à Rio de Janeiro le 5 juin 1992. L'objectif est d'engager les états signataires (193) à freiner l'érosion de la biodiversité en 2010 et même à la stopper en Europe ! Au sommet de Johannesburg (2002), il est réaffirmé l'urgence d'arrêter cette perte de biodiversité. 2010 est consacrée année de la biodiversité. Depuis plus de 20 ans le résultat est peu encourageant car les « extinctions » se poursuivent et parfois s'aggravent.

QUOI DE NEUF À NAGOYA ?

Les louanges ne manquent pas venant des chefs d'état, de responsables d'associations internationales. Enfin, on prend en compte la biodiversité et sa valeur. On considère que cela va aider aux négociations sur le climat qui vont avoir lieu du 29 novembre au 10 décembre 2010 à Cancun (Mexique). Il est proposé de responsabiliser les entreprises et de s'opposer aux aides fournies à l'agriculture productiviste. Mais en dehors de toute disposition contraignante, cela peut rester lettre morte. On s'engage vers un partage entre gouvernements et entreprises privées des bénéfices liés aux ressources génétiques naturelles. Les pays pauvres, dont certains sont très riches en biodiversité, n'acceptent plus d'être pillés par les pays riches. Ces derniers sont contraints d'accepter de payer un peu

pour continuer à piller. Cette « logique » ne règle pas la malnutrition, le manque d'eau, ou la situation sanitaire de nombreux peuples.

UNE CERTAINE PRISE EN COMPTE DE LA GRAVITÉ DE LA SITUATION.

Les textes reconnaissent qu'il faut travailler plus particulièrement vers les pauvres de ce monde qui sont, pour l'essentiel, dans le Sud.
Il traite de cinq grandes questions[4] :
• les causes de la perte de biodiversité,
• la nécessité de réduire les pressions sur cette biodiversité,
• les améliorations à apporter pour sauvegarder des écosystèmes, des espèces, des gênes,
• la prise en compte des connaissances, des innovations et des pratiques diverses,
• la prise en compte des bénéfices liés aux services que délivrent les écosystèmes.
Les vingt points du programme stratégique pour 2020 contiennent des éléments de réponse avec les buts assignés et les principaux objectifs. Notons la nécessité de conserver la biodiversité afin de pouvoir utiliser durablement ses composants et de pouvoir les partager. La lutte contre la perte des habitats et la décroissance des émissions de gaz carbonique sont des priorités. Tout ce qui peut permettre à un écosystème de résister ou de se restaurer après des impacts néfastes doit être mis en œuvre. C'est le cas pour la protection des massifs montagneux, stocks de poissons, récifs coralliens, zones côtières, de la lutte contre les espèces envahissantes… C'est aussi le cas pour une autre conception de la production agricole, le développement de l'aquaculture et d'un tourisme comme d'un urbanisme respectueux des espaces. Ce besoin de gestion des ressources vivantes implique de gros efforts de coordination internationale, d'éducation et d'enseignement, de développement de l'écologie scientifique, de valorisation des sciences naturelles.. Le rôle des collections, des musées d'histoire naturelle, des passionnés de papillons ou de fossiles est irremplaçable.

Au moment où N. Sarkozy et sa politique confondent recherche et « rentabilité », il faut poser en grand la question des moyens matériels et humains nécessaires pour que la France respecte ses engagements. L'existence d'un accord est un pas positif. De là, à dire que c'est un accord historique pour le « bien de l'humanité, c'est aller un peu vite ! Même si on peut noter des progrès sur l'appropriation des ressources des pays du Sud et une certaine reconnaissance des droits des états sur leurs ressources naturelles. La question demeure sur la propriété intellectuelle et l'accès aux brevets[5]. Mais attention au TEBB (Economics of ecosystems and biodiversity) qui « calcule » la valeur monétaire des « services » délivrés par les écosystèmes. Cela peut accélérer la marchandisation de tout et apparaître comme « naturel ». Certains voudraient bien préserver des territoires (pour eux) et en exploiter d'autres. D'ailleurs rien n'est publié sur les financements et le cadre juridique est quasiment absent. La marchandisation ne règle rien. Il n'est pas possible de polluer à un endroit pour se racheter ailleurs, car il n'y a pas de compensation possible. Les écosystèmes ne sont pas interchangeables. Il ne faudrait pas qu'on utilise les travaux des scientifiques pour aider à appliquer des politiques qui ne s'occupent que du « business » ! Au bilan tout reste assez vague sur les moyens mis en œuvre concrètement. Sans contrainte sur le « capital » c'est l'égoïsme de l'argent-roi qui l'emporte aux dépens de tout le reste. Les insuffisances des textes adoptés sont le reflet du rapport des forces dans le monde. Mais le combat peut mieux s'engager si on ne se trompe pas de cible et si on n'attend pas 2020 pour que les gens interviennent. ■

1) A. Chassaigne *Pour une terre commune* - Ed. Arcanes 17 - 2010
2) P. Syndic *Urgences planétaires* - Ed. Le Temps des Cerises – 2010
3) (voir www.cbd.int/nagoya/outcomes).
4) Voir les annexes du texte *Stratégic plan for the post 2010 period* - Item 4.2 dans l'annexe IV.
5) voir *Access to genetic ressources and the fare and equitable sharing of benefits arizins from their utilisation.*

LUC FOULQUIER
chercheur en écologie

ÉCONOMIE

Rapport Attali : vive la finance

La principale nouveauté du deuxième rapport de la commission Attali (*Une ambition pour dix ans*, Commission pour la libération de la croissance française) tient dans la nette affirmation de son objectif politique : engager la France dans un plan sur dix ans, donc bien au-delà de l'échéance de 2012, construit sur « *un socle commun de réformes que tout gouvernement quelle que soit son orientation politique devra mettre en œuvre* ».

Cette union sacrée viserait à diminuer l'endettement public de la France. Comment ? D'abord en ramenant le déficit public sous le seuil de 3 % du PIB en 2013 et en visant l'équilibre en 2016, année inscrite par l'Allemagne dans sa loi fondamentale dans le même but.

RÉDUIRE LE DÉFICIT PUBLIC

Pour cela, cinq mesures sont proposées :
• Le gel du point d'indice dans la fonction publique jusqu'en 2013, ce qui permettrait de diminuer de 4 milliards d'euros la rémunération des personnels ;
• L'extension de la règle du non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite dans les collectivités locales et à la Sécurité sociale (une économie de 2 milliards d'euros) ;
• La mise en place d'une TVA sociale (26 milliards d'euros prélevés de façon aveugle sur la consommation) ;
• La mise sous condition de ressources des allocations familiales ;
• Le gel de certaines prestations sociales comme les aides au logement.
Le rapport souligne que « *le programme de stabilité français (..) doit être respecté* ».

Il chiffre la contrainte : si la France connait une croissance moyenne de 2 % d'ici à 2013, l'effort à accomplir par rapport à l'évolution spontanée des finances publiques serait de 25 milliards d'euros chaque année, soit un « ajustement » de 75 milliards d'euros d'ici à 2013. C'est évidemment considérable, mais très en deçà, cependant, des 172 milliards d'euros de niches fiscales et sociales dont bénéficient chaque année les entreprises, selon le Conseil des prélèvements obligatoires. Le rapport propose de réaliser cet ajustement via des économies de dépenses pour 50 milliards d'euros et un élargissement des assiettes fiscales et sociales, mais seulement celles qui concernent les particuliers, « *c'est à dire une hausse des impôts* » sur les particuliers, pour 25 milliards d'euros. Bien sûr, il omet soigneusement d'envisager une quelconque réorientation du crédit et des rapports banques-entreprises, pour limiter les enjeux de

politique économique à la seule fiscalité et au rationnement de la dépense publique.
Concernant la sécurité sociale, il s'agit, prétend-il, de donner la priorité aux plus démunis tout en visant « *un rôle plus grand confié aux complémentaires santé et à l'assurance dépendance complémentaire obligatoire* » !

FLEXISÉCURITÉ À LA FRANÇAISE

Dans la voie ouverte, lors de la campagne pour l'élection présidentielle de 2007 par Ségolène Royal, le rapport se prononce pour une « *fléxisécurité à la française* ». Il s'agit d'abord de mettre en place « un contrat d'évolution » par « *le déploiement à grande échelle d'un mécanisme similaire au contrat de transition professionnelle (CTP), mais mieux ciblé* ». Le contrat d'évolution serait ainsi « un contrat d'activité à durée variable » passé, « *en contrepartie d'engagements forts de la part du chercheur d'emploi dont le respect serait contrôlé* », avec Pôle emploi, le dernier employeur du demandeur d'emploi ou les Conseils généraux. Rappelons que le CTP a été créé pour faciliter les suppressions d'emploi avec une déresponsabilisation totale des entreprises et l'obligation, en réalité, pour l'intéressé, dans ce cadre, de finir par accepter un emploi ou une activité à faible coût salarial, les dépenses pour la formation, l'accompagnement et le retour à l'emploi étant extrêmement insuffisantes.
La Commission Attali se prononce aussi pour une modulation des cotisations d'assurance chômage selon la durée du contrat de travail qui serait articulée à la mise en place d'un « *contrat à droits progressifs* » dans le sens de ce qu'ont préconisé les économistes néo-libéraux O. Blanchard et J. Tirole[1].

TRAITÉ DE LISBONNE

Le rapport est ancré à une préoccupation fondamentale : la construction européenne du « Traité de Lisbonne », rejeté par les Français, mais adopté par les parlementaires de droite et du PS, et « l'euro fort » mis en difficulté par la crise de la dette souveraine d'Etats du sud de l'Europe. De ce fait, il cherche aussi à se présenter comme un « vade mecum » à usage bipartisan pour une gestion de ces difficultés qui soit conforme aux exigences des marchés financiers et compatibles avec les rapports de domination intra-européens sous tutelle d'une BCE dont il évite soigneusement de parler. ■

1) *Protection de l'emploi et procédures de licenciements*, rapport d' O. Blanchard et J. Tirole pour le Conseil d'analyse économique (CAE), 2006.

Yves Dimicoli
commission économique,
membre du Conseil national

MÉDIAS

Bataille des médias, réflexions et propositions

Un mois après avoir consacré un numéro aux services public, la Revue interpelle les militants sur les alternatives à construire pour sortir les médias de la main mise des pouvoirs politique et financier, restaurer le pluralisme, donner aux salariés et aux citoyens des espaces d'interventions. S'il est une question majeure dans un programme alternatif en rupture avec le capitalisme, c'est bien celle des services publics, qui devra en constituer l'épine dorsale, et notamment celle des médias.

Dans ce domaine, en 2003/2004, la Commission Média du Parti a élaboré des propositions de ruptures, inégalées à ce jour (publiées en 2005 dans la brochure *Pour une Appropriation Populaire des Médias** et plus que jamais d'actualité en prévision de 2012, mais à réactualiser pour l'audiovisuel vu les évolutions technologique et économique du secteur, et à construire en ce qui concerne la presse écrite. Une tâche à laquelle a commencé à s'atteler la Commission « Droit à l'information » qui s'est réunie le 18 novembre.

RETOUR SUR QUELQUES UNES DE NOS PROPOSITIONS

Inscrire le Droit à l'information et à la culture dans la Constitution tant pour les médias publics que privés.

Redonner vie au pluralisme

La loi renforcera les dispositifs anti-concentration par abaissement des seuils et interdira, pour les groupes financiers, industriels et de services, les situations de monopole national ou régional; elle interdira aux groupes tributaires de commandes de l'Etat de posséder des médias.

Nous conforterons les principes coopératifs de distribution mis en place à la Libération par un soutien accru au réseau de distribution et de vente des journaux. Nous renforcerons le droit d'auteur mis à mal par la loi Hadopi et par la Commission européenne.

La refondation du secteur public

Le service public c'est à la fois le secteur public et les médias associatifs. Avec eux nous créerons un Pôle Public des Médias qui rassemblerait les réseaux de diffusion, de communication et les moyens de production de France télévisions, Radio France, l'audiovisuel Extérieur de la France (RFI, TV5 Monde, France 24), CFI, Euro news, l'INA et l'AFP.

Nous reconstituerons un pôle public de production autour des moyens de France télévisions, notamment ceux de France 3 et de France Ô/RFO, mis au service du Pôle public. Les « décrets Tasca » seront abrogés.

Nous renforcerons les coopérations européennes entre services publics : projets industriels, recherche, coproductions permettant de relancer la croissance et l'emploi.

L'AFP, qui conservera son statut, pourrait être associée dans un GIE avec France télévisions pour développer des projets communs.

Les réseaux de diffusion et de communication

Nous assurerons la maîtrise publique des infrastructures, des centres de production, de diffusion, de recherche et des réseaux d'information.

Nous reconstituerons un pôle public industriel de télécommunication dont le noyau sera constitué par TDF et France Telecom re-nationalisées qui géreront les infrastructures financées par les fonds publics.

Les moyens d'une telle politique

Le financement de ces propositions nécessite une vraie rupture qui passe par un ré-investissement public, la remise en cause du pacte de stabilité européen et la transformation du rôle de la BCE. Les investissements seront notamment assurés par la politique industrielle nationale et de coopération, la réforme de la redevance qui sera portée par étapes au niveau moyen européen, mais modulée en fonction des revenus, avec assujettissement des résidences secondaires ; un élargissement du prélèvement sur les recettes publicitaires des chaînes privées et sur le chiffre d'affaires des opérateurs de télécommunications pour alimenter un fond de répartition géré par l'État en faveur du Pôle public des médias, de la presse écrite d'information générale à faibles ressources publicitaires et de l'AFP ; une réforme de l'imposition des groupes privés de communication en fonction de leur politique de l'emploi en CDI et de leur respect des conventions collectives.

T F 1

TF1 bénéficie d'une concession ; or elle ne respecte pas le cahier des charges. Nous relancerons un appel d'offre pour l'exploitation de la concession.

Pour remplacer un CSA qui n'a jamais joué son rôle, nous créerons un Conseil supérieur des médias qui contrôlera le respect des obligations ; assurera les fonctions actuelles du CSA (Conseil supérieur de l'audiovisuel) du BVP (bureau de vérification de la publicité) et des autorités de régulation.

Il élaborera un statut des médias publics, privés et associatifs en relation avec les syndicats. Sa composition sera tripartite : parlementaires, professionnels et citoyens dans les représentations qu'ils se donnent (syndicats, associations) ; son président(e) sera élu(e) par le Conseil sur proposition du Président de l'Assemblée Nationale. Il rendra compte de son travail devant les États généraux des médias et sollicitera le Parlement.

Pour assurer la souveraineté populaire nous créerons des États généraux des médias.

Constitués de professionnels, de parlementaires et de syndicats, associations, ils seront un espace de suivi de l'activité des médias et du respect des conventions. Les ÉGM pourront interpeller le Conseil supérieur des médias ou les Conseils d'administration des entreprises du pôle public.

Démocratiser les entreprises, donner de nouveaux droits aux salariés

Le droit des salariés et leur représentation dans les CA seront accrus dans toutes les entreprises. Dans le secteur public, leur représentation sera portée à 50%. Un collège associé des usagers sera institué. Le président sera élu par le conseil d'administration sur proposition du Conseil supérieur des médias et sur un projet d'entreprise débattu par le conseil.

Indépendance des rédactions

Nous donnerons un statut légal aux entités rédactionnelles comme le réclament les syndicats de journalistes et légiféreront pour assurer une étanchéité entre les actionnaires et les rédactions.

Toutes ces propositions sont en chantier. Elles sont proposées au débat pour construire le Programme partagé.

**« Pour une Appropriation Populaire des Médias »* (voir site internet du PCF)

JEAN-FRANÇOIS TÉALDI
droit à l'information, membre du Conseil national

DÉFENSE

Une politique de défense pour la paix et la sécurité collective

L'accord de « défense » franco-britannique signé le 2 novembre constitue le dernier avatar de la dérive atlantiste.

En trente ans la France est passée d'une politique de défense centrée sur la sanctuarisation du territoire national avec des rapports ambigus avec l'Alliance atlantique à une situation d'intégration totale à l'OTAN et d'alignement sur les Etats-Unis. Le « global-English » est en train de devenir la langue et le mode de pensée des états majors français[1].

L'Europe de la défense a une apparence : « la Politique européenne de sécurité et de défense » (PESD) mais elle a surtout une réalité : l'OTAN et le poids de la puissance militaire des Etat Unis.

Cet alignement sur les choix géostratégiques américains, a conduit notre pays à s'engager dans trois guerres majeures sous le commandement du Pentagone depuis 1991: la 1ère guerre du golfe, le Kosovo et l'Afghanistan, alors que notre pays, son indépendance, ses intérêts vitaux n'étaient menacés ni par l'Irak, ni par la Serbie, ni par les talibans[2]. En Afghanistan, les soldats français risquent leur vie pour perpétuer une présence américaine stratégique en Asie centrale sur le flanc ouest de la Chine, et non pour défendre la France. L'Afghanistan constitue aussi pour les troupes de l'OTAN, un terrain sanglant d'expérimentations des tactiques de la « guerre contre insurrectionnelle ». Le retrait de l'armée française, comme celui de l'ensemble des forces de l'OTAN s'impose dans le cadre de l'implication de tous les acteurs régionaux[3] pour éviter de nouveaux bains de sang.

SORTIR DE L'OTAN

Alors que L'OTAN revendique de plus en plus explicitement le droit « de déclencher des conflits préventifs », c'est-à-dire des guerres d'agressions, la France se doit de quitter cette organisation. Elle se doit aussi de créer les conditions politiques du désengagement de l'armée française de toutes les opérations extérieures hors mandat de l'ONU. Cela constituerait un choc politique qui permettrait de mettre au cœur des relations internationales les questions de la paix et de la sécurité collective en Europe et dans le monde. Notre pays retrouverait alors une véritable crédibilité internationale.

Mais sortir de l'Otan implique aussi de redéfinir une politique de défense en adéquation avec le monde actuel et nos objectifs de paix et de désarmement. Il s'agit ni de s'enfermer dans la vision d'une planète irrémédiablement dangereuse et belliciste où par impuissant de la politique nous serions condamnés au surarmement et à la guerre, ni de tomber dans un volontarisme idéaliste qui ne tiendrait pas compte de l'état réel du monde et de ses contradictions.

MULTIPLICATION DES CONFLITS

Certes nous vivons dans un monde dangereux où l'eau, l'énergie, les matières premières, les ressources naturelles, les produits agricoles et le domaine maritime sont objets de conflits. Avec la libre circulation des marchandises, des services et des capitaux, les inégalités entre pays et à l'intérieur de ceux-ci ont explosé. Les liens de solidarités régionales et nationales sont brisés au profit de logiques de concurrences et guerres économiques. Les guerres asymétriques se multiplient ainsi que les risques d'affrontements communautaires et nationalistes dans des états nations effondrés ou affaiblis. Dans ces conflits les états nations perdent le monopole de la violence au profit de sociétés privées « de défense et de sécurité » agissant pour le compte d'autres Etats ou de multinationales. Mais dans le même mouvement, en raison de l'interdépendance des économies dans la mondialisation, la menace de guerres majeures ou totales entre États-Nations développés s'éloigne. La part que représente les dépenses militaires planétaires par rapport à la richesse mondiale a chuté de 3,9% en 1989 à 2,4% en 2008[4] (pour la France les chiffres sont passés de 3,5% en 1989 du PIB à 2,3% en 2008). Cependant cette évolution globale s'accompagne contradictoirement dans certaines régions d'une course aux armements extrêmement préoccupante en particulier dans le domaine nucléaire.

QUELLE POLITIQUE DE DÉFENSE

Ce n'est qu'à l'aune d'une analyse précise des menaces réelles qui pèsent sur notre indépendance nationale qu'il nous faut définir une politique de défense répondant à nos objectifs de paix et de sécurité collective. On découvrira ainsi par exemple que nous avons plus besoin de protéger nos réseaux de télécommunication, notre domaine maritime et aérien, d'avoir un système positionnement géographique indépendant du GPS, que d'entretenir des divisions blindées ou de moderniser l'arsenal nucléaire.

Il conviendra aussi de dissoudre d'urgence le « Conseil de défense et de sécurité nationale » fruit maléfique de la fusion du « Conseil de défense » et du « Conseil de sécurité intérieure ». En effet, ce conseil unique créé par le dernier livre blanc de la défense, instaure une confusion très dangereuse entre défense nationale et sécurité intérieure qui permettrait l'intervention de l'armée en cas d'émeute grave dans les banlieues. Il faut affirmer avec force que dans une démocratie véritable, ce n'est en aucun cas à l'armée d'assurer la fonction de maintien de l'ordre ou de police.

YANN LEPOLOTEC
Animateur de la commission défense, membre du Conseil national

1) Le général Vincent Desportes, directeur du « collège interarmées de défense » a été sanctionné par Sarkozy et Morin pour avoir écrit dans le Monde que la guerre d'Afghanistan était une « guerre américaine ».
2) Ce qui n'enlève rien au caractère détestable des régimes Irakiens, Serbes et Talibans.
3) L'Iran, la Chine, le Turkménistan, le Tadjikistan, l'Ouzbékistan, le Pakistan.
4) Stockholm International Peace Research Institute

LA REVUE DES BULLETINS

Les bulletins internes des différentes commissions nationales.
Dernier sorti, *Pour le sport*

pour le Sport

commission Sport du PCF
contact : sport@pcf.fr

NOVEMBRE 2010

CONSTRUISONS ENSEMBLE
le sport de demain

Nicolas Bonnet

PROCHAINE RENCONTRE
sécurité autour des matches de football et libertés publiques
jeudi 9 décembre à 18h
siège national du PCF
2 place du Colonel-Fabien Paris 19e

Nicolas Bonnet, responsable de la commission Sport du PCF
et Ian Brossat, responsable de la commission Sécurité du PCF
vous invitent à l'audition publique de
Nicolas Hourcade, sociologue et co-auteur du *Livre vert du supporterisme*

Par **Alain Vermeersch**

La communication politique du pouvoir relayée par une majeure partie des médias a tenté de mettre en échec le mouvement contre la réforme des retraites. Comme au moment du mouvement contre le TCE, le pouvoir a perdu la guerre des idées. Avant la manifestation du 23 novembre, peu de commentateurs ont analysé la portée et la profondeur de ce mouvement social. A l'exception de quelques uns.

Le mouvement social et la lutte des idées

GÉRARD COURTOIS pouvait déjà écrire dans *Le Monde* (14 septembre 2010), les Français « ont compris que derrière les évidences démographiques et la bagarre politique, est engagée une vraie bataille idéologique où se joue le sens de la solidarité nationale, de la justice et de la protection sociale. C'est ce débat fondamental que Nicolas Sarkozy a voulu esquiver en passant en force et en urgence. » Nous pouvons affirmer que c'est raté.

DENIS MUZET de l'institut Médiascopie analyse deux mois après[1] : « Le gouvernement a gagné la manche, passant en force aux yeux de nombreux Français. C'est là un jeu risqué. Un sentiment d'amertume et de colère pourrait grossir dans les prochains mois, désir de revanche dans les urnes et lassitude face au pouvoir. Nicolas Sarkozy a gagné son pari : apparaître comme celui qui n'a pas cédé face aux syndicats. Mais il n'a qu'un remaniement sans enjeu à proposer. Dix-huit mois avant la présidentielle, une partie s'ouvre ».

HENRI VACQUIN, sociologue, estime que le mouvement contre la réforme des retraites est un catalyseur mais il est surtout le symptôme d'une cristallisation plus importante. Il souligne l'originalité de ce mouvement, le premier à contester le libéralisme dominant depuis 30 ans. Avec la crise, « les gens ressentent... la profonde immoralité des mécanismes ultralibéraux ». Il retient que le gouvernement, les entreprises et une partie de l'opposition sont dans l'inertie idéologique face aux dégâts engendrés par la crise. Durant toute la durée du mouvement, le gouvernement répétait que le mouvement s'essoufflait à l'inverse de ce qui était vécu par les Français. Le politique et les institutions sont en crise. Il souligne « De cette situation peut naître une radicalisation de la pensée, une implosion radicale »[2].

JEAN-MARIE PERNOT, chercheur à l'Ires[3], pointe l'idée que ce mouvement cristallise « les tensions sociales accumulées depuis de longues années ». En Europe, le sentiment d'injustice est partagé comme le montre le récent rapport du BIT, les plans de rigueur passent mal. Les aides aux banques sont décriées. « En France, la toile de fond est la dégradation profonde des conditions d'exercice du travail. C'est pourquoi l'idée de prolonger les années de travail crée un tel ressentiment ». Il remarque que les syndicats sortent renforcés du mouvement et note que l'enjeu est à une « reconquête sociologique du salariat ».

La lettre quotidienne *Liaisons sociales* (17 novembre 2010) remarque qu'après la journée d'action du 23 novembre, l'heure de faire les comptes est venue. « Les syndicats vont devoir se tourner vers les prochains chantiers à ouvrir en capitalisant les tensions sociales qui se sont exprimées. On peut constater que les commentateurs sont partagés entre ceux qui croient à la poursuite de la mobilisation et les autres ».

C'est l'historien **CHRISTIAN CHEVANDIER** qui va le plus loin. Dans une tribune dans *le Monde*[4], il souligne « Depuis la grève de 2003, une controverse informelle agite tout le pays sur l'avenir des retraites... Le rejet du CPE en 2006 ne fut pas initial et s'est étayé par une analyse préalable. Cette nouvelle intelligence du monde s'inscrit en son temps et est le fruit de la considérable élévation du niveau d'instruction de l'ensemble de la population. » Les débats « remettent à leur juste place les propos d'« experts » à l'approche avant tout idéologique... la place des assemblées générales est aussi le produit de questionnements sur la démocra-

tie ». Il avertit « Le mouvement social pourrait être ces prochaines années un acteur de poids. Dans ses choix, dans sa capacité à mettre en œuvre une politique, la gauche au pouvoir sera d'autant plus légitime qu'elle y trouvera inspiration et appui » ce mouvement « restera longtemps d'actualité parce que la question qu'en définitive il pose est la plus importante de notre société : le travail ». Il conclut à « une intrusion de la société dans la gestion de l'Etat, à une véritable construction de la politique et de la démocratie. Une gauche portée au pouvoir ne pourra pas l'ignorer ».

Pour illustrer ces propos, un récent sondage BVA montre les Français mécontents vis-à-vis des protagonistes. C'est tout d'abord le gouvernement qui a pâti de ce débat avec 70 % des sondés. C'est ensuite le Parti socialiste où pour 61 %, la posture et l'attitude du parti dans le débat furent insatisfaisantes sinon regrettables. Les syndicats ont amélioré leur image pour 47 % des sondés.[5]

Du côté patronal, une récente note d'*Entreprise & Personnel* traduit une certaine rancœur. L'auteur, **JEAN-PIERRE BASTIEN** admet dans une interview dans *Médiapart* que « le gouvernement a estimé qu'il fallait aller vite pour prouver que la France était capable d'avancer rapidement sur la réduction de ses déficits. C'est là qu'(il) a perdu la bataille. Il n'a pas su faire comprendre que la réforme était juste »[6].

1 *Libération* 6 novembre 2010
2 *Regards*, novembre 2010.
3 Institut de recherches et d'études sur le syndicalisme. *Nouvel Observateur* 19 novembre 2010.
4 *Le Monde* 4 novembre 2010
5 *La lettre de l'opinion* 19 novembre 2010.
6 *Médiapart* 27 octobre 2010.

CRITIQUES

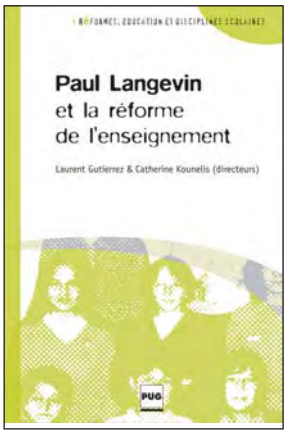
Coordonnées par **MARINE ROUSSILLON**

Chaque mois, des chercheurs, des étudiants vous présentent des ouvrages, des films, des DVD...

SOUS LA DIRECTION DE LAURENT GUTIERREZ ET CATERINE KOUNELIS

***Paul Langevin et la réforme de l'enseignement,* Presses universitaires de Grenoble, Seuil, 2010, 206 p.,**

Par **PIERRE LAROCHE**



Les actes de séminaire réunis dans cet ouvrage donnent à voir le cheminement de la réforme de l'école promue par Paul Langevin, de ses premières réflexions jusqu'au plan Langevin-Wallon et à sa réception.
Dès 1904, Langevin intervient sur la réforme de la pédagogie : refus du dogmatisme, enseignement à l'écoute de la science en train de se faire. Il ne sépare pas la question pédagogique des questions épistémologiques. Par la suite, dans l'entre-deux-guerres, il est absorbé par sa réflexion sur le sens de l'éducation nouvelle. Son engagement pédagogique se poursuit dans le contexte du sursaut de nombre d'intellectuels européens qui, au lendemain de 1914-18, expriment leur horreur devant les atrocités de la guerre et la puissance meurtrière de la science. Dans le contexte de la fin de la seconde guerre mondiale et de l'élaboration du programme du CNR, les travaux de la « commission Langevin » portent une intense aspiration à l'égalité et la justice.
Après la mort de Langevin, Wallon continue à défendre la démocratisation de l'enseignement non comme une égalité des chances individuelles d'accès à l'élite, mais comme « l'élévation totale de la nation [...] quels que soient le travail et les fonctions qu'auront à remplir tous les individus de la société ».
Mais, dans le monde scolaire et universitaire des désaccords pointent : quels rapports entre orientation, organisation, démocratisation ? Des projets montent d'enseignants du secondaire attachés aux canons sélectifs des humanités classiques et d'instituteurs soucieux de préserver la spécificité de la culture primaire. Lorsque le projet est remis au gouvernement, en juin 1947, les partis de gauche sur lesquels comptait Langevin ne soutiennent pas la commission : les socialistes sont indifférents à ses propositions et les communistes viennent d'être exclus du gouvernement. En outre, ceux-ci voient dans le pédagogisme une erreur théorique, tant que la société reste capitaliste et que ne sont pas brisés les cadres périmés de l'école, dont Langevin voulait au contraire faire « l'institutrice de la société ».
La réforme Langevin-Wallon est-elle pour autant mort-née ? Elle semble au contraire d'une grande actualité : plus qu'un programme dépassé, un projet de société qui nous a été laissé en héritage. ■

LAURENT BONELLI ET WILLY PELLETIER (DIR)
L'État démantelé, La Découverte, 2010

Par **Adrien Tiberti**

Ce livre, sous la forme d'un recueil d'une vingtaine d'articles, se propose d'appréhender l'ensemble des remises en cause de l'État. Si l'énumération des différents secteurs étatiques peut paraître fastidieuse, elle permet d'entrer dans le détail des « réformes » et d'avoir une vision exhaustive ou presque des transformations subies. Mais au-delà d'une description minutieuse de la destruction de chacun de nos services publics, ce qui est intéressant ce sont les généralisations possibles. Le récit des privatisations d'entreprises publiques, de l'abandon de missions étatiques ou les articles liminaires plus théoriques sur le libéralisme nourrissent une réflexion sur le marché. Cette institution est bien construite, étendue, renforcée et légitimée par l'État à travers les réglementations et les lois. Les libéraux présentent le marché comme naturel, c'est une escroquerie.

On comprend aussi, au fil des articles, la convergence des attaques concernant les agents du service public. La ligne idéologique est claire : dans les entreprises privatisées comme dans les administrations, il faut se mettre au « management », la gestion des ressources humaines devient la panacée. Ainsi l'encadrement est renforcé, les contraintes sur les agents se multiplient, l'évaluation devient systématique, les ordres souvent contradictoires s'accumulent, à France Télécom comme dans les Ministères. Et ainsi, paradoxe apparent, les libéraux se retrouvent à défendre une certaine bureaucratisation. Qu'est-ce que cela cache ? Les techniques de management moderne permettent, à l'heure de la révolution informationnelle, de combattre la liberté croissante des agents suscitée par le développement des techniques. Les libéraux se révèlent alors pour ce qu'ils sont : les ennemis de la démocratisation de l'État par ses agents, les soutiers idéologiques d'une domination de classe maintenue. ■

SOCIALISMES, Y REVENIR ?
Revue Cités, n° 43, PUF, 2010
http://www.revue-cites.net/

Par **Ivan Lavallée**

Le n°43 de la revue *Cités* a pour thème Socialismes y revenir ? Avec l'édito de Y.C. Zarka, « Socialisme : le grand défi » qui donne raison à N. Berdaïev, philosophe catholique, le ton est donné : l'orientation est celle de la démocratie chrétienne, la méthode celle de l'idéalisme philosophique. Proudhon est d'ailleurs lui aussi de la fête. La présentation du dossier par R. Damien pose de bonnes questions mais ignore résolument les revues marxistes contemporaines. Bien sûr, ni Zarka ni Damien ne peuvent s'empêcher de se retrancher derrière ce qu'ils appellent « stalinisme » ou « totalitarisme meurtrier », sans jamais évoquer le rôle de la social-démocratie dans la collaboration de classe et ses dérives (voir A. Sérol par exemple ou Blum et la République espagnole) ou dans les aventures coloniales. Restent des questions réelles : « Comment échapper à cette réécriture convenue qui, entre billevesées, et vésanies de piètres rêveurs, assimilent les socialistes au mieux à quelques doux dingues sympathiques ? Le socialisme est-il encore une source et une ressource de l'espérance ? »

La problématique est ici à la « confrontation permanente avec le modèle marxiste » …

On lira avec intérêt l'article de S. Haber sur la distinction entre socialisme et communisme, ainsi que celui d' E. Castelton, « Peut-on être socialiste aux Etats Unis ? Hier et aujourd'hui ». A. Caillé s'interroge sur ce que signifie « la Gauche », terme qui interroge plus d'un militant, et pose la question d'une « social-démocratie plus radicale » (?!). L'essentiel de la réflexion porte sur « la société du soin mutuel » ou care : une vision purement sociétale de la conception socialiste. C'est le cas des articles d'H. Thomas (« Les socialistes français : vers la société du soin mutuel (care) ») ou de R. Draï (« Léon Blum ou le socialisme des comportements ») et surtout de l'intervention finale de Martine Aubry intitulé « Le projet de la gauche, une offensive de civilisation ». Dans un article moralisateur en diable, elle propose une « société du bien être », « une société du respect, décente et solidaire », sans jamais poser le problème des structures économiques et des modes de production.

Mais puisqu'on est dans le sociétal et le moral, laissons G. Bensussan sur son interrogation d'avoir vu écrit sur un mur « If your children are happy, they are communists ». ■

MARIANA OTERO
Entre nos mains, film documentaire 2010

Par **Cécile Baron**

Une histoire vraie qui prouve que le capitalisme ne fait pas dans la dentelle… Au printemps 2009, on annonce aux salariés de Starissima que leur entreprise est en faillite. La seule issue pour tenter de sauver leurs emplois : fonder une SCOP (Société Coopérative Ouvrière de Production). Chez Starissima, à Orléans, on fabrique de la lingerie féminine. La plupart des salariés sont des femmes, chacune a son poste : les « Chinoises » à la machine à coudre, Muriel, Noami aux accessoires, Jeanne-Rose à l'emballage. Elles se voient tous les jours, parlent peu, arrivée solitaire au petit matin et départ tout aussi solitaire après une journée à coudre, à repasser ou à emballer du satin et de la dentelle.

« Une SCOP ? des ouvriers qui sont leurs propres patrons ? mais comment ? quels risques ? ». Au bout de toutes ces questions, une formidable expérience de solidarité se crée même si ce n'est pas toujours facile d'exercer une liberté de choix qu'on a oubliée depuis longtemps. Les ouvrières de Starissima remettent en cause le sens du travail, l'emploi, les rapports entre salarié et patron. Et pourtant, dans ce film, on ne parle jamais de politique. Marina Otero filme la lutte des classes sans la nommer. Devant sa caméra les ouvrières s'expriment de plus en plus librement et leur témoignage illustre le chemin qu'il faut parcourir pour retrouver, au sein d'un monde ouvrier morcelé, une conscience de classes et un écho politique aux combats des salariés. ■

AGENDA

CULTURE

➔ **JEUDI 2 DÉCEMBRE 2010 DE 18H À 20H** · **PARIS 19E**

salle des conférences - 6 rue Mathurin Moreau

- Espaces-Marx et le PCF organisent la deuxième rencontre sur le thème : « la culture comme enjeu politique »

Avec Marie-José Mondzain, philosophe.
Contact : mpboursier@pcf.fr 06 74 45 15 87

THÉÂTRE

➔ **SAMEDI 4 DÉCEMBRE** · **NANTERRE**

Théâtre de Nanterre-Amandiers - 7 av. Pablo-Picasso

- « Ouvriers et patrons : les classes sociales aujourd'hui » : débat le samedi 4 décembre à 18 heures – avant la représentation (à 20h30), de Klaxon, trompettes... et pétarades, texte de Dario Fo, mise en scène Marc Prin –, avec Gérard Mordillat, romancier et cinéaste et Nancy Green, historienne, directrice d'études à l'EHESS.
  Renseignements et réservations : 01 46 14 70 10 du mardi au samedi [14 heures-18 heures]

DÉVELOPPEMENT

➔ **MARDI 7 DÉCEMBRE 2010 DE 18H À 20H** · **PARIS 19E**

Salle de Délégation - 6 avenue Mathurin Moreau

Séminaire d'Espaces Marx et de la Fondation Gabriel Péri

- « Quel nouveau mode de développement ? » Stéphane Lavignotte ancien journaliste, pasteur à la Mission populaire de La Maison Verte (Paris 18e)
  Autour du thème : La décroissance est-elle souhaitable ?

SPORT

➔ **JEUDI 9 DÉCEMBRE À 18H** · **PARIS 19E**

Espace Niemeyer - 2, place du Colonel Fabien

- Sécurité autour des matches de football et libertés publiques. Nicolas Bonnet, responsable de la commission sport du PCF, Adjoint au Maire du 12e arrondissement de Paris, Ian Brossat, Responsable de la commission sécurité du PCF, Président du groupe des élus PCF et PG au conseil de Paris Vous invitent à l'audition publique de Nicolas Hourcade, sociologue et co-auteur du *livre vert du supporterisme.*

L'audition se fera en présence de Marie George Buffet, Députée de Seine Saint Denis, Ministre de la jeunesse et des sports de 1997 à 2002, Eliane Assassi, Sénatrice de Seine St Denis, Jean Vuillermoz, Adjoint au Maire de Paris en charge des sports, des journalistes sportifs, des supporters et des universitaires.
Contact : Nicolas Bonnet, 2 place du colonel Fabien 75019 Paris - nbonnet@pcf.fr - Tél. : 06 37 62 99 84

ART ET POLITIQUE

➔ **DU 11 AU 19 DÉCEMBRE** · **PARIS**

Centre Pompidou principalement, Palais de Tokyo, Beaux-Arts de Paris, Laboratoires d'Aubervilliers...

- auront lieu des rencontres intitulées « Que faire ? Art, film, politique ». « Offrant un état des lieux des nouvelles stratégies critiques qui se font actuellement jour au sein de la création internationale, et en premier lieu au sein de la production contemporaine des images en mouvement, ces rencontres s'intéressent aux relations entre art & politique. » (Plus d'informations sur le site Internet.)

APPEL À COMPÉTENCE

« Beaucoup mettent de l'énergie à résister , il en faut tout autant qui se mêlent du débat politique ! »
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, a invité ainsi, l'ensemble des forces sociales, syndicales, associatives, à investir le débat d'idées et à participer à la construction d'une véritable alternative politique à gauche.

Il s'agit d'ouvrir des espaces de travail par réseaux thématiques dans tout le pays.

Nous voulons nous appuyer sur l'expertise professionnelle, citoyenne et sociale de chacune et chacun, en mettant à contribution toutes les intelligences et les compétences.

La *Revue du Projet* est un outil au service de cette ambition.

Vous souhaitez apporter votre contribution ? Vous avez des idées, des suggestions, des critiques ? Vous voulez participer à un groupe de travail en partageant votre savoir et vos capacités avec d'autres ?

LAISSEZ-NOUS VOS COORDONNÉES, NOUS PRENDRONS RAPIDEMENT CONTACT AVEC VOUS.

Nom-Prénom : .....

Adresse:.....

.....

Portable .....Email .....

Profession ..... centre d'intérêt ou de compétence .....

Vous connaître nous intéresse, contactez-nous à l'adresse suivante : **projet@pcf.fr**

Par **Nicolas DUTENT***

L'homme, acteur libre de l'histoi

De Marx à Sartre, comment et en quoi je suis « maître et possesseur » de l'histoire en abandonnant la croyance d'une « nature humaine » ?

* **Nicolas DUTENT** est étudiant en philosophie à l'Université Panthéon Sorbonne. Attaché territorial

QUE RECOUVRE CETTE FORMULE DE « NATURE HUMAINE » ?

L'idée d'« humaine nature » peut être comprise de deux manières. Dans une première approche, nous pourrions dire que cette nature est individuelle en ce qu'elle concernerait les tempéraments, des inclinations faisant que nous affirmons déjà très jeunes des traits de caractère plus que d'autres. Ces dispositions, ou préférences inconscientes, semblent définir une attitude générale (ex : colérique, patient, craintif, doux, téméraire) : des dominantes psychologiques semblant déterminer notre manière d'apprécier et d'appréhender les différentes situations de la vie.

Dans la deuxième approche, nous posons cette nature comme universelle en ce qu'elle ne vise plus à circonscrire une nature singulière mais cherche à définir ce qui pourrait relier les hommes entre eux, sur le mode d'une identité et de particularités communes.

Cette idée de nature humaine, individuelle ou universelle, efface-t-elle toute possibilité de changement dans le Monde ? Si Marx et les existentialistes ne nient pas l'existence de certaines dispositions d'esprit même innées, ils refusent cependant de considérer ces caractères comme une réalité inébranlable, fixée pour toujours ou déterminant de manière absolue notre rapport aux autres, à nos choix, à l'Histoire. Si cette théorie, dans ses deux niveaux de lecture, ne saurait rendre compte *véritablement* de l'action humaine c'est que pour le premier il y a l'espoir et la possibilité de l'avènement d'un *homme nouveau*, libéré des dogmes de son époque et dépassant par la connaissance et la philosophie concrète les aliénations qui pèsent sur lui. Il n'appartient qu'à moi de me transformer et de transformer par là même mon rapport au Monde. C'est ainsi que Marx appelle à *« un changement concomitant de la condition et de l'action humaines »*.

Pour les seconds, parce qu'il faut faire naître la condition humaine, l'idée d'une nature humaine entendue comme figée (immutabilité qui me rendrait définitivement prisonnier de ma nature et de l'histoire) est également rejetée.

L'expression trop souvent admise *c'est dans ma nature* (prétexte à une mauvaise foi répandue) ne trouve aucune justification réelle ou se suffisant à elle-même dans l'explication marxiste comme existentialiste. Car ma nature n'est que ce que j'en fais. Il faut reconnaître que les hommes sont pris dans cette contradiction faisant qu'ils sont à la fois *« totalement libres »* par nature et *« totalement déterminés »* par leur milieu. Aussi il faut comprendre que, contre ceux qui voudraient légitimer *« ce que doivent aujourd'hui subir les hommes, et se trouvant prétendument imposé par la nature et donc soustrait à la critique sociale »* (Lucien Sève), Marx propose comme possible et réalisable une transformation historique profonde.

PAR QUEL EFFORT L'HOMME DEVIENT« MAÎTRE ET POSSESSEUR » DE L'HISTOIRE ?

Chez les deux penseurs, si la notion de nature humaine admet une certaine fixité, dans la mesure où on reconnaît à l'homme certaines *propriétés essentielles stables*, dont celle d'être *raisonnable*, (conscience ou cogito qui nous distingue de la condition strictement animale) il faut surtout retenir que la faculté propre de l'homme est d'accéder à ce pour soi faisant qu'il n'est pas *« selon des limites assignables d'avance »* et, par ce cheminement, parvient à s'émanciper de toute détermination. Ce que l'affirmation *« l'existence précède l'essence »* vient confirmer. Si, d'autre part, on suppose que *« je porte le Monde sur mes épaules »* (Sartre), alors dans chaque action je me choisis en même temps que je choisis un modèle d'être au Monde. Un type de moral et d'Humanité que je présente comme possible à la fois pour moi et les autres. De ce fait, toute action humaine est un miroir de mon être librement déterminé parmi une infinité de possibles, un reflet de moi comme *pur projet* inscrit dans le réel.

Pour les existentialistes, si l'homme n'est pas définissable, *« c'est qu'il n'est d'abord rien »*. Quand Marx dit *« l'histoire ne fait rien, c'est l'homme, réel et vivant qui fait tout »*, Sartre confirme que, surgi du néant *« il ne sera qu'ensuite et il sera tel qu'il se sera fait »* (Sartre). Toute condition humaine, réelle ou supposée, ne réfute pas l'idée d'une permanence faisant que *« même né esclave, ce qui ne varie pas c'est la nécessité pour l'homme d'être dans le monde, d'y être au travail, d'y être au milieu des autres et d'y être mortel. Et bien que les projets puissent être divers, au moins aucun ne me reste-t-il tout à fait étranger parce qu'ils se présentent tous comme un essai pour franchir ses limites ou pour les reculer ou pour les nier ou pour s'en accommoder »*. *L'existentialisme est un humanisme,* 1946

Et d'observer que singulièrement chez Marx et en résonance chez les penseurs existentialistes, il y a par rapport à la notion de volonté humaine, de libre détermination de soi et de tous, un refus du *« mythe de la fatalité génétique »*. Il y a l'idée que l'homme n'a pas de nature mais qu'il est déjà et surtout une liberté à faire ou à réaliser. Chez Marx il y a aussi toute entière l'idée que par le travail *« l'homme transforme le monde et se transforme lui-même »*, qu'à ce titre à travers l'histoire *« il n'y a pas de nature humaine, il n'y a que des rapports sociaux »*. Sur la liberté les pesanteurs et les contraintes sont donc sociales et non naturelles. La production est donc ici au cœur des rapports et des conflits sociaux, de même que c'est *« le milieu qui est déterminant dans ce qu'un homme est, non une supposée nature »*.

re et « inventeur de lui-même »

Cet effort de distanciation (qui n'est qu'une méfiance philosophique) nécessaire et sans doute légitime par rapport à la notion d'une hypothétique *nature humaine* vise à transférer la responsabilité du sort de l'histoire dans les mains de l'homme. Dans la mesure où il est une conscience agissante l'homme a toujours la possibilité *« de nier ce qu'il est sur le mode du donné »*. Le donné est ce qui va, dans un premier temps, déterminer mon milieu et m'empêcher provisoirement de me choisir tout à fait librement. Car le donné pose déjà des représentations à la fois culturelles et effectives, lesquelles diffèrent bien évidemment selon les *classes sociales* et induisent des rapports conditionnés et perpétués entre les hommes (servitude, exploitant / exploité, possédant / dépossédé...).

L'HOMME, ACTEUR DE L'HISTOIRE

Notamment par rapport au travail, l'éducation ou la propriété... La liberté humaine, au sens de ma capacité à changer le monde et de créer les conditions de mon émancipation propre par delà toute appartenance sociale, pourrait être ainsi préservée dans cette lecture non finaliste de l'histoire. Reste que dans la condition initiale des individus, c'est l'être social qui explique la conscience sociale pour Marx. Car *« dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent dans des rapports déterminés, nécessaires et indépendants de leur volonté »*.

Mais en détruisant les objets de mon aliénation (Etat, religion, argent, marchandisation du travail, antagonismes de classe...) je ne serai pas plus prisonnier de ma nature que de ma condition sociale. Il est donc en effet possible, même si relevant d'une vraie complexité, de transcender ce que je suis sur le mode du donné.

Cette liberté d'agir et de fonder en théorie et en pratique le Monde que l'homme s'invente chaque jour n'a rien de reposant. Loin d'une recréation de la pensée cette vision pour l'un humaniste, pour l'autre matérialiste et progressiste de l'histoire peut s'avérer *angoissante*, *hyper-responsabilisante*. Si rien ne procède des seuls facteurs naturels, il faut admettre que l'homme doit assumer et rendre compte à chaque instant de ses choix qui font sens, éclairent une certaine morale et ont une incidence sur lui-même et sur tous les autres.

Ce qui permet à Jean Jaurès (père du socialisme) d'avancer que *« l'histoire humaine n'est qu'un effort incessant d'invention, et la perpétuelle évolution est une perpétuelle création »*. Et de concilier par là même la pensée *pure*, abstraite (ce *« ciel des idées »* : base de toute élaboration théorique) avec une philosophie tournée vers la praxis, au service de l'action et du changement.

Ce que Marx exigeait déjà en affirmant *« les philosophes n'ont fait qu'interpréter diversement le Monde, ce qui importe c'est de le transformer »*. Manière de dire que si la pensée abstraite nous permet de comprendre le Monde tel qu'il est, il ne faut pas se contenter de laisser dans l'imagination l'idée d'un autre Monde. Il faut être capable de produire à la fois des idées – attitude contemplative – et provoquer un changement *réel* de l'histoire – attitude pratique –. À moins de me complaire dans la mauvaise foi ou de me réfugier dans la justification divine, il semble que je doive accepter, pour le meilleur et le pire, être l'inventeur de moi-même.

CHANGER LE MONDE

La liberté qui est la nôtre de changer le Monde se gagne donc au prix d'une lutte incessante entre la visée théorique d'un projet donné et l'exigence de sa réalisation matérielle, concrète.

De sorte que pour l'un *« l'émancipation de la classe ouvrière doit être l'œuvre des travailleurs eux-mêmes »* et pour l'autre *« l'homme se fait, il n'est pas tout fait d'abord, il se fait en choisissant sa morale, et la pression des circonstances est telle qu'il ne peut pas ne pas en choisir une »*.

Dans les deux cas nous avons bien affaire à une philosophie de l'action où l'homme est pleinement acteur de l'histoire. L'histoire est la construction et l'affirmation d'un certain possible pouvant à tout instant être renversé et remplacé par un autre possible.

Cet espace ouvert pour intervenir et s'approprier l'histoire s'accompagne d'un devoir de responsabilité, d'une grande *cohérence morale* et d'un *volontarisme politique*, politique étant entendue comme cet instrument permettant de transformer le Monde. Il s'agit donc de tendre vers cet idéal de réalisation de l'Humanité et non plus vers l'intérêt égoïste, rendant impossible une émancipation réelle et durable des individus. Et contre ceux qui affirment que l'utopie ne produit rien, déployer les arguments montrant qu'elle est au contraire *une réalité en puissance*. Laquelle mérite d'être activée même si peu observable dans sa forme aboutie. Cependant il ne faut pas non plus se risquer à attendre une transformation historique qui se ferait *désirer* mais penser aujourd'hui les contours et l'*effectivité* d'un autre Monde. Il s'agit donc, plutôt qu'une utopie – coquille vide d'un Monde fantasmé –, d'un idéal qui pour s'imposer ne doit pas être renvoyé à demain.

Car à quoi bon rêver au Monde *tel qu'il devrait être* sans lui donner les moyens d'exister ? Cette liberté est bien un *aller vers* ma libre détermination dans l'histoire. Pour ce faire il faut rechercher et vouloir mon émancipation. Si chez Sartre la liberté peut être angoissante (au sens métaphysique) elle est surtout l'expression pour moi et pour les autres d'une certaine Humanité que je réalise ici et maintenant et pour l'avenir. Dans cette perspective d'une liberté qui triomphe de tout fatalisme *illusoire* ou réducteur (lequel voudrait éteindre ou *étouffer* notre libre arbitre) l'auteur affirme que si *« je suis condamné à être libre »* c'est que je ne peux pas choisir de ne pas être libre.

Avec Marx, l'homme n'est pas l'observateur *fuyant* ou désabusé de l'histoire : il a une conscience claire et aiguë de sa capacité à infirmer et *révolutionner* le cours des choses, l'existant. Il doit être cet acteur critique, volontaire mais aussi *éclairé* de l'histoire, capable en somme de se *libérer* de ses chaînes. Marx propose de lutter contre ce qui, à commencer par *« le travail déterminé par la nécessité »*, limite et rend impossible ou vain l'exercice de notre liberté. Dans cet effort qui vise à nous rendre *maîtres et possesseurs* de l'histoire, les hommes doivent à la fois lutter contre ce qui obscurcit notre compréhension de la dite *mécanique sociale* et s'approprier les principes et les moyens d'une pratique révolutionnaire, qui exige de dépasser structurellement et empiriquement le Monde et les rapports humains actuels. ■

La culture scientifique est un enjeu de société. L'appropriation citoyenne de celle-ci participe de la construction du projet communiste. Chaque mois un article éclaire une actualité scientifique et technique. Et nous pensons avec Rabelais que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme ».

PAR **JEAN-FRANÇOIS DOUSSIN***

Pollution atmosphérique : les échelles change

«Evénement de pollution», «pic d'ozone», «indice de qualité de l'air», ces termes surgissent de temps à autre dans notre quotidien à l'occasion d'un flash alarmiste ou d'un bulletin récurent. Du brouillard sulfureux de Londres, cher à Conan Doyle, au grand «smog» photochimique de Los Angeles dans les années 60, on sait aujourd'hui que la cause de ces événements de grande ampleur doit être associée non pas à ce qui est directement mis dans l'atmosphère mais plutôt à ce en quoi cela se transforme.

***JEAN-FRANÇOIS DOUSSIN** est professeur en chimie de l'atmosphère

Par une combinaison de recherches en laboratoire, de modèles numériques, de campagnes de terrains, de réseaux d'observation, de mesures aéroportées et même de télédétections satellitaires, les scientifiques ont mis en évidence une chimie atmosphérique complexe qui tend à transformer les polluants primaires (ceux directement émis) en polluants dits secondaires souvent plus nocifs que les premiers.

L'ozone troposphérique (à ne pas confondre avec celui de la couche d'ozone stratosphérique) est produit par toute une séquence de cycles catalytiques induits par le rayonnement solaire. Ceux ci sont alimentés par les oxyde d'azote – émis par tous les processus de combustion, au premier rang desquels les rejets automobiles, et également, par les composés organiques volatils – émis par les combustions incomplètes, l'utilisation de solvants, les évaporations de carburants et même la végétation. On appelle le résultat de ces transformations la pollution photo-oxydante. Or, ces processus conduisent aussi à la formation de particules de quelques nanomètres à quelques microns qui ont la capacité à s'impacter profondément dans les poumons pour y être métabolisés et libérer une myriade de composés irritants, allergènes, toxiques ou cancérogènes. **Ces pollutions sont aujourd'hui reliées sans ambiguïté à des problèmes de santé publique.**

Une étude américaine publiée en 2006 montre ainsi que les niveaux d'ozone sont corrélés à des mortalités prématurées significatives, et ce même à des concentrations faibles, en deçà des valeurs réglementaires en vigueur.
Outre l'exposition événementielle, il est aujourd'hui démontré que l'exposition chronique est associée à des prévalences de symptômes asthmatiques, de manifestations allergiques ou d'affections cardio-vasculaires et respiratoires.

nt les enjeux

Pourtant à l'échelle locale, là où les réglementations sur les émissions sont mises en place sur le long terme dans les pays occidentaux, la qualité de l'air s'améliore lentement. Dans ces mêmes pays quand la déréglementation s'installe comme dans le Texas de G.W. Bush, la qualité de l'air s'effondre. Il n'y a donc pas de fatalité.

Dans les pays du Tiers-Monde, ceux dit «émergeants» ou ceux à l'industrialisation débridée, la situation est dans les villes catastrophique. L'absence de réglementation des émissions industrielles, l'explosion du parc automobile, la densification de la population, combinée au recours à des sources d'énergie polluantes ou inefficaces, conduisent régulièrement à l'asphyxie des villes telles que Le Caire, Mexico City, Johannesburg, Lagos ou Pékin. Pendant la préparation des JO dans cette même ville, l'effroyable qualité de l'air avait été tellement médiatisée que ses dirigeants avaient décidé d'arrêter la circulation automobile.

Les voies de la mondialisation capitaliste sont en train de rendre l'accès à un air respirable aussi inégalitaire que l'accès à l'eau potable.

Or la population urbaine mondiale explose. Depuis 2007, la majorité des terriens sont des urbains. Le nombre de mégapoles (agglomération de plus de dix millions d'habitants) est passé de 3 en 1975 à plus de 20 en 2005. La multiplication de ces zones fortement émettrices de polluants fait changer d'échelle le problème de la pollution photo-oxydante.
Comment vont se diluer dans l'environnement atmosphérique à l'échelle globale les panaches de ces mégapoles? Dans quelle mesure l'ozone produit par Pékin participe de celui respiré à Los Angeles , New-York , Londres ou Paris ? A quelle hauteur l'augmentation de la teneur de fond en ozone de l'atmosphère – car c'est en plus un gaz à effet de serre - contribue au réchauffement global ? Comment les particules produites dans le panache des mégapoles affectent-elles le cycle de l'eau ? A quel point peuvent-elles participer au changement climatique ?

Telles sont les questions qui animent la communauté des chimistes et physiciens de l'atmosphère.

On le voit, les enjeux locaux sont devenus planétaires et posent avec insistance la question de modes de développement renouvelés, de choix politiques qui ne comprennent pas la nature comme un variable d'ajustement de la rentabilité financière.

Au cœur de ces problématiques, celle de la maîtrise publique et citoyenne des processus, reste un enjeu vital pour l'humanité. ■

LES RESPONSABLES THÉMATIQUES

Patrice Bessac
Repsonsable national du Projet
projet@pcf.fr

Stéphane Bonnery
Formation/Savoirs, éducation recherche
stephane.bonnery@wanadoo.fr

Nicolas Bonnet
Sport
nbonnet@pcf.fr

Hervé Bramy
Ecologie
hbramycg93@wanadoo.fr

Ian Brossat
Sécurité
ian.brossat@paris.fr

Laurence Cohen
Droits des femmes/Féminisme
cohenperdrix@gmail.com

Xavier Compain
Agriculture/Pêche
jyoudom@pcf.fr
ssimonin@pcf.fr

Olivier Dartigolles
Europe
odartigolles@pcf.fr

Yves Dimicoli
Economie Finances
ydimicoli@pcf.fr

Jacques Fath
Relations internationales, paix et désarmement
jfath@pcf.fr

Olivier Gebhurer
Enseignement supérieur et recherches
olivier.gebhurer@wanadoo.fr

Jean-Luc Gibelin
Santé Protection sociale
jean-luc.gibelin@orange.fr

Isabelle De Almeida
Jeunesse
isabelle.dealmeida@numericble.fr

Fabienne Haloui
Lutte contre racisme, antisémitisme et discriminations
fabienne.haloui@orange.fr

Alain Hayot
Culture
ahayot@pcf.fr ou
ahayot@regionpaca.fr

Valérie Goncalves
Energie
val.goncalves@free.fr

Jean-Louis Le Moing
Dom-tom
jllemoing@pcf.fr

Danièle Lebail
Services Publics et solidarités
d.lebailcoquet@wanadoo.fr

Isabelle Lorand
Libertés et droits de la personne
liberte@pcf.fr

Sylvie Mayer
Economie sociale et solidaire
mayersy@wanadoo.fr

Catherine Peyge
Droit à la ville, logement
catherine.peyge@ville-bobigny.fr

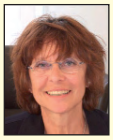
Gérard Mazet
Transports
gmazet@pcf.fr

Eliane Assassi
Quartiers populaires et libertés
elianeassassi.contact@gmail.com

Richard Sanchez
LGBT
rsanchez@pcf.fr

Véronique Sandoval
Travail
vsandoval@espaces-marx.org

Jean-François Téaldi
Droit à l'information
jean-francois.tealdi@francetv.fr



Nicole Borvo
Institutions, démocratie, justice
m.dagorn@assistants.senateurs.fr

Jean-Marc Coppola
Réforme des collectivités locales
jmcoppola@regionpaca.fr

Jérôme Relinger
Révolution numérique et société de la connaissance
jrelinger@pcf.fr

Liste publiée dans *CommunisteS* du 22 septembre 2010

L'ÉQUIPE DE LA REVUE

Partice Bessac
Responsable de la Revue

Cécile Jacquet
Secrétaire générale

Jean-Marie Doussin
Collaborateur

Noëlle Mansoux
Secrétaire de rédaction

Gérard Streiff
Combat d'idées

Marine Roussillon
Pages critiques

Alain Vermeersch
Revue de livres

Frédo Coyère
Maquette et graphisme

COMITÉ DU PROJET ÉLU AU CONSEIL NATIONAL DU 9 SEPTEMBRE 2010 : Patrice Bessac - responsable ; Patrick Le Hyaric ; Francis Wurtz Michel Laurent ; Patrice Cohen-Seat ; Isabelle Lorand ; Laurence Cohen ; Catherine Peyge ; Marine Roussillon ; Nicole Borvo ; Alain Hayot ; Yves Dimicoli Alain Obadia ; Daniel Cirera ; André Chassaigne.